

Vol. X - N°84 • Août 2018



Mission de l'Organisation
des Nations Unies pour
la Stabilisation en République
démocratique du Congo

ECHOS *de la* MONUSCO



Hommage



Spécial Kasai

**Le Kasai, une région meurtrie
en plein relèvement**

RDC – Une étape clé vers la première alternance politique et pacifique franchie



✍ Par Charles Antoine Bambara*

L'actualité en République démocratique du Congo aura été très politique, avec la clôture des dépôts de candidatures pour les élections présidentielle et législatives de décembre 2018. Le suspens était total parce qu'il a fallu attendre jusqu'au dernier jour et presque la dernière heure, pour connaître la liste des postulants car l'actuel Président de la République, n'avait pas encore désigné celui qui représentera la Majorité. Ce qui fut fait avant l'heure butoir et cela a été salué par tous, comme un acte de grandeur posé, dans le but, évidemment de respecter la Constitution mais aussi d'éviter une montée de tension, dans une période on ne peut plus sensible et difficile.

Dans une déclaration rendue publique le jeudi 9 août 2018, Madame Leila Zerrougui, la Représentante spéciale du Secrétaire-général des Nations Unies en République démocratique du Congo ainsi que les ambassadeurs du Canada, des Etats-Unis, de la Suisse, de l'Union Africaine et de l'Union Européenne ont salué la décision prise par le président Joseph Kabila de respecter la Constitution. *“Nous saluons la décision du Président Joseph Kabila Kabange d'avoir tenu son engagement de respecter la Constitution congolaise. La conclusion du dépôt des candidatures pour les élections présidentielles et législatives en RDC, conformément au calendrier électoral de la CENI, constitue une étape clé sur la voie devant mener à la première alternance politique pacifique en RDC, grâce à des élections crédibles, le 23 décembre 2018”*, ont-ils déclaré. En outre, les diplomates représentant la Communauté internationale en RDC ont réitéré leur appel à toutes les parties à veiller à ce que le processus électoral et le transfert du pouvoir soient menés de manière transparente, pacifique et inclusive, conformément à la Constitution et à l'Accord de la Saint-Sylvestre de décembre 2016.

Le lundi 13 août, le Conseil de sécurité a souligné l'importance pour l'ensemble de la classe politique congolaise et des institutions chargées d'organiser les élections, d'assurer la réussite du reste du processus électoral qui doit mener à un transfert pacifique du pouvoir. Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres et le Conseil ont salué la décision du Président Joseph Kabila de respecter la Constitution congolaise et les dispositions de l'Accord politique du 31 décembre 2016.

La disparition en ce mois d'août, de Kofi Annan, ancien Secrétaire général des Nations Unies a attristé la Communauté internationale. Tristesse aussi dans les rangs de l'Organisation dont cet homme était issu et où il avait fait toute sa carrière internationale. *“Ce fier enfant d'Afrique, qui est devenu un champion toute catégorie pour la Paix”*, comme l'a si bien dit Antonio Guterres, ne s'est jamais arrêté de travailler au service du bien vivre ensemble. En RDC où il a eu à effectuer deux visites, en 2001 et en 2006, les acteurs politiques et de la Société Civile sont unanimes pour reconnaître en Kofi Annan un *“faiseur de Paix”*. Il s'était par exemple activement impliqué dans la recherche de la paix en Ituri en 2003.

A lire aussi dans ce numéro de votre magazine, un dossier spécial consacré à la situation au Kasai. Deux ans après une grave poussée de violences entre populations et impliquant parfois les forces de sécurité et quelques mois après le retour au calme et sur lequel bon nombre d'acteurs se sont penchés, il était nécessaire de faire le point afin d'insister sur les actions qui ont favorisé le retour à la paix dans cette région. La MONUSCO, en seconde ligne après le gouvernement a beaucoup œuvré dans ce sens et le résultat est une satisfaction partagée par tous.

***Directeur de la Division de la Communication stratégique et de l'Information publique de la MONUSCO**

SOMMAIRE

3 Hommage

Kofi Annan, le faiseur de paix, s'en est allé

6 Actualité

La classe politique et la CENI appelées par la Communauté internationale à assurer la réussite du processus électoral

8 Maladie à Virus Ebola en territoire de Beni : appui massif de la MONUSCO aux autorités de la RDC pour une riposte

10 Spécial Kasai

Le Kasai, une région meurtrie en plein relèvement :
Carte postale de l'espace Kasai

11 Une paix progressivement restaurée

12 Les bons offices de la MONUSCO dans la région du Kasai

13 Le phénomène Kamwina Nsapu ou une succession à la chefferie traditionnelle qui vire à l'insurrection

14 Rôle joué par la MONUSCO dans l'évolution de la situation sécuritaire dans la région du Kasai

16 Chef de Bureau a.i. de la MONUSCO : “aller vers les gens pour trouver des terrains d'entente (...), c'est la voie de l'avenir

19 Au Kasai, des crimes graves qui doivent être sanctionnés pour restaurer une paix durable

21 La réponse de la MONUSCO aux conflits intercommunautaires

Les commentaires et avis émis dans ce magazine par des personnes étrangères à la MONUSCO n'engagent que leurs auteurs.

Directeur de l'Information Publique
Charles Antoine Bambara

Chef de l'Unité des Publications
Aissatou Laba Toure

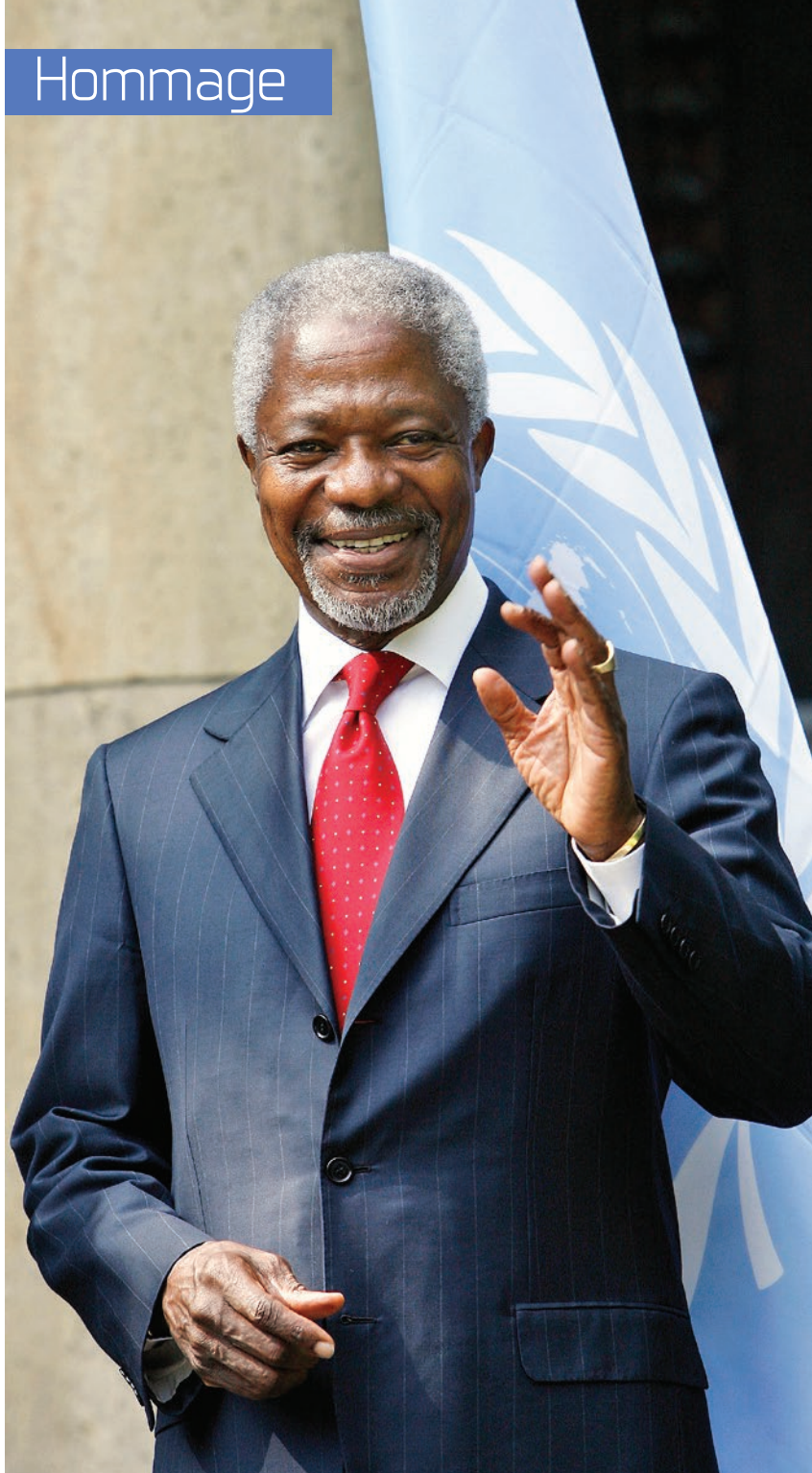
Rédacteur-en-Chef
Léonard Mulamba

Infographiste
Jésus Nzambi Sublime

Photographes
Michael Ali, John Bompengo

Contributeurs

Laurent Sam Oussou, Joel Bofengo, André Kambala, François Kadima, Alain Coulibaly, Daniela Tarizzo



Kofi Annan, le faiseur de paix, s'en est allé

✎ Par Aïssatou Laba Touré/MONUSCO

Emotion et tristesse ont accueilli l'annonce du décès de Kofi Annan, ancien Secrétaire général des Nations Unies et prix Nobel de la paix. Il est mort, le samedi 18 août 2018, à Berne, en Suisse, à l'âge de 80 ans. Non pas qu'on croyait l'homme immortel, mais peu de temps avant, on le voyait encore, inlassablement, parcourir la planète, son bâton de pèlerin à la main. En effet, il était au Zimbabwe il y a quelques semaines, pour faciliter la résolution pacifique des différends politiques post-électorales. Dans un monde où la paix reste une denrée rare, perdre un tel homme laisse l'humanité inquiète parce qu'il n'y en a pas une pléthore d'hommes qui s'investissent de la sorte pour calmer les esprits ou les états. Il était modeste, serein, rassurant et respectueux, selon tous ceux qui l'ont un jour approché. Même juché sur le toit du monde, en sa qualité de chef de l'ONU, ces caractéristiques ne l'ont pas quitté, bien au contraire, ils ont fait sa force.

Le monde entier s'est incliné devant la mémoire de l'illustre disparu. L'actuel Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, lui a rendu un vibrant hommage en saluant *"une force qui guidait vers le bien"*, ajoutant que : *"de bien des manières, Kofi Annan incarnait les Nations Unies. Il est sorti des rangs pour diriger l'Organisation vers le nouveau millénaire avec dignité et une détermination sans égales"*. A sa suite, les chefs d'état actuels et passés des pays africains, de l'Europe, des Etats Unis et d'Asie, du Kremlin à Kinshasa, ont tous évoqué cette disparition comme une triste nouvelle qui arrive à un moment où, plus que jamais, l'humanité a besoin de bonnes volontés comme lui. De lui Poutine dit, saluant sa capacité à prendre des décisions réfléchies, même dans les situations les plus



L'Ambassadeur du Japon, inscrit son mot dans le livre de condoléances ouvert à la MONUSCO

complexes et critiques : *"son souvenir restera à jamais dans le cœur des russes"*. Barack Obama quant à lui, a mis l'accent sur son intégrité, sa détermination, son optimisme et son sens de notre humanité partagée". Angela Merkel dit sa tristesse : *"il va beaucoup nous manquer à une époque où la recherche en commun de solutions aux problèmes mondiaux est plus urgente que jamais"*. Le Président Joseph Kabila, dans un communiqué publié le jour de l'annonce du décès, a rendu hommage *"à ce diplomate de haut niveau qui a fait honneur à l'Afrique et dont la performance dans l'accomplissement de ses hautes charges a été saluée par le monde entier"*. Il a salué *"la mémoire de Kofi Annan pour sa contribution remarquable à la consolidation de la paix en RDC"*. Il faut se rappeler qu'en septembre 2001 et mars 2006, Kofi Annan avait effectué deux visites en République démocratique du Congo. La première pour soutenir le processus électoral et la seconde, quelques mois après l'adoption de la nouvelle Constitution et avant la tenue des premières élections multipartites. Le

1^{er} juin 2006 la RDC connaissait ses premières élections démocratiques depuis 45 ans. Chacun de ces voyages a permis des avancées notables dans la pacification du pays.

Kofi Annan, septième Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a été le premier à sortir des rangs du personnel. Une fois élu Secrétaire général, il a axé ses priorités sur la revitalisation des Nations Unies par un programme complet de réformes, le renforcement de l'action de l'ONU dans les domaines du développement et du maintien de la paix et de la sécurité, de la défense des droits de l'homme et de la propagation du respect des valeurs universelles d'égalité, de tolérance et de dignité humaine. Son credo était que la confiance s'instaure entre l'opinion publique et l'Organisation en *"rapprochant les Nations Unies des peuples"*. Après 44 ans de bons et loyaux services au sein des Nations Unies, au lieu d'opter pour un repos bien mérité, Kofi Annan a, sans tergiverser, continué à se dédier tout entier au service de la Paix. En 2007, il accepte d'être le leader de l'Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA) mais aussi un membre des Aînés (Elders) (groupe de sages africains créé en 2007 par Mandela). Cette même année 2007, il lançait la *"Fondation Kofi Annan"* pour promouvoir la paix, la sécurité, l'Etat de droit, le développement durable et les droits humains.

Parcours

Retraçons son parcours en commençant par sa naissance en avril 1938 à Kumasi, au Ghana. Il a étudié à l'Université scientifique et technologique, à Kumasi, et a achevé sa licence d'économie au Macalester Collège, à St. Paul (Minnesota) aux États-Unis, en 1961. En 1961 et 1962, il a fait des études de troisième cycle en économie à l'Institut universitaire des hautes études internationales, à Genève. En 1971 et 1972, au Massachusetts Institute of Technology, M. Annan a obtenu son diplôme de Maîtrise en Sciences de Gestion. Après des études d'Economie à Genève, il entre à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). De 1993 à 1996, il est le Secrétaire général-adjoint aux Opérations



Kofi Annan avec Joseph Kabila, lors de sa visite en RDC en 2006

de maintien de la paix de l'ONU, pendant le génocide au Rwanda et la guerre en Bosnie. Ces deux échecs de l'ONU le marqueront à vie. En 1998, alors Secrétaire général de l'ONU depuis un an, il dit : *"nous avons tous échoué au Rwanda"*. Pour la Bosnie, il a ces mots : *"tragique échec de l'ONU"*.

Prix Nobel

Poursuivant son travail pour une organisation plus à l'écoute des populations, il parvient, avec un degré de popularité qui surpasse de loin celui de ses prédécesseurs, à attirer l'attention du jury du Nobel qui lui décerne, en octobre 2001 le Prix Nobel de la Paix, conjointement avec l'Organisation des Nations Unies pour leur travail *"pour un monde mieux organisé et plus pacifique"*. En 2003, il engage un bras-de-fer contre la coalition anglo américaine, lors de l'invasion de l'Irak. Il qualifiera cet acte de *"guerre illégale"*, ce qui lui vaudra le courroux des Etats Unis de Georges W. Bush. D'aucuns ont dit que cela lui a valu d'être mêlé, avec son fils au scandale de la corruption dans l'affaire « pétrole contre nourriture ». En 2006, alors qu'il vient de finir son deuxième et dernier mandat à la tête de l'Organisation, il supervise un Accord entre le Nigéria et le Cameroun sur la Péninsule de Bakassi, riche en pétrole. En 2008, c'est au Kenya que ses talents de diplomate le mènent. Les violences post-électorales s'éteignent comme par magie dès son intervention. On avait déjà commencé à dénombrer les morts et les déplacés. Railla Odinga, ancien Premier Ministre dit alors : *"cet homme a sauvé notre pays"*. En février 2012, il est choisi par l'ONU et la Ligue arabe pour une médiation dans la guerre en Syrie.

Lutte contre le Sida

L'on retiendra, dans sa longue et déterminante carrière aux Nations unies : la guerre sans merci qu'il a menée contre le Sida (création du Fonds mondial pour la lutte contre le Sida) et les grandes pandémies qui ont ravagé l'Afrique et le monde pendant ces dernières décennies ; sa bataille pour la réalisation de son initiative phare : le programme OMD



Kofi Annan et Etienne Tshisekedi en 2006

(Objectifs du Millénaire pour le développement) lancé en 2000 par l'adoption de la "déclaration du millénaire" ; son insistance pour la réforme des Opérations de maintien de la paix des Nations Unies qu'il voulait plus efficaces, avec des déploiements plus rapides et des modalités d'engagement plus fermes. Kofi Annan se sera donné corps et âme pour l'aboutissement de ses idéaux, ceux des Nations unies. Le personnel de l'organisation, partout où il se trouve dans le monde, lui a rendu un hommage mérité le lundi 20 août. Drapeaux en berne comme au Siège à New York, minute de silence comme à Goma, Genève et Nairobi, livre de condoléances comme à la MONUSCO à Kinshasa, tous les moyens étaient bons pour les travailleurs onusiens de dire leur émotion.

Le Ghana, son pays s'apprête à lui rendre un hommage national le 13 septembre 2018, en présence des grands de ce monde. Accordons le dernier mot au président ghanéen, Nana Akufo-Addo : *"Kofi Annan a considérablement contribué à la renommée de notre pays, par sa position, par sa conduite, par son comportement dans le monde. Il est une source de fierté pour tous les Africains"*. ■



Kofi Annan s'adressant au personnel de la MONUC au site INCAL à Kinshasa

La classe politique et la CENI appelées par la Communauté internationale à assurer la réussite du processus électoral

Le dépôt des candidatures aux élections législatives et présidentielle est une étape franchie dans le calendrier électoral. Et un fait important dans le processus électoral de la RDC, Joseph Kabila a désigné son dauphin pour le compte de sa famille politique. Il s'agit de Emmanuel Ramazani Shadary, Secrétaire permanent du Parti du Peuple pour Reconstruction et le Développement (PPRD). Le Président de la République a donc respecté la Constitution de son pays qui limite à deux les mandats à la tête de l'Etat. Une nouvelle bien accueillie, non seulement par les Congolais, mais aussi par la communauté internationale qui souhaite la tenue des élections inclusives et apaisées.

✍ Par Léonard MULAMBA/MONUSCO



Siège des Nations Unies à New York

L Conseil de Sécurité des Nations Unies a recommandé à la classe politique et à la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) de la République démocratique du Congo d'assurer la réussite du reste du processus électoral devant aboutir au transfert pacifique du pouvoir.

Dans une déclaration faite au cours de sa réunion du 13 août 2018, le Conseil rappelle que la transition démocratique, la paix et la stabilité en RDC reposent sur une mise en œuvre des mesures de confiance de l'accord de Saint-Sylvestre du 31 décembre 2016 ainsi que sur le respect des droits fondamentaux et du calendrier électoral. Une mise en œuvre efficace, rapide et sincère de cet accord est essentiel pour la tenue d'élections pacifiques et crédibles le 23 décembre 2018, ont réitéré les membres du Conseil.

Les Quinze ont réaffirmé leur plein respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la RDC conformément à la Charte des Nations Unies. Ils se sont

en outre engagés à travailler en étroite coordination avec les organisations régionales que sont l'Union africaine, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, la Communauté de développement de l'Afrique australe et d'autres acteurs régionaux clés pour, nous les citons, *"assurer la mise en œuvre intégrale de l'Accord et la conclusion réussie du processus électoral"*. Le Conseil de sécurité s'est félicité, dans la même déclaration, des mesures récemment prises dans le processus électoral en RDC, avec notamment l'enregistrement des candidats aux élections présidentielle et législatives.

Au sujet du déroulement du processus électoral, le Conseil de Sécurité a encouragé le gouvernement congolais et la CENI à veiller à ce que toute demande d'appui logistique et technique auprès de la MONUSCO soit faite dans les délais afin de permettre à la mission onusienne d'apporter son soutien.

Cette déclaration, faut-il le souligner, est intervenue moins d'une semaine après que le Front Commun pour le Congo (FCC), la coalition au pouvoir en RDC a désigné Emmanuel Ramazani Shadary, Secrétaire permanent du PPRD, comme son candidat à la prochaine élection présidentielle, devenant ainsi le dauphin du Président Joseph Kabila. Le Chef de l'Etat n'a donc pas violé la Constitution qui lui interdit de briguer un troisième mandat à la tête du pays. Raison pour laquelle le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres et le Conseil de sécurité ont salué, dans la même déclaration, *"la décision du Président Joseph Kabila de respecter la constitution congolaise et les dispositions de l'accord politique du 31 décembre 2016"*.

Réactions en cascade à la désignation du dauphin de Kabila

Au lendemain de la fin de ce long suspens politique, l'un des principaux quotidiens de la presse congolaise, Le Potentiel, titrait à sa Une : *"En renonçant à un 3ème mandat, Kabila pose un acte de courage politique"*. De façon presque unanime, l'Opposition congolaise a fait la même lecture de l'évènement.

"Un pas dans la bonne direction". Réaction de Félix



Corneille Nanga, président de la CENI

Tshisekedi, leader de l'UDPS, après la décision du Président Kabila de ne pas briguer un troisième mandat à la tête de la RDC. Le président du principal parti de l'Opposition nuance plutôt son enthousiasme en précisant tout de suite que *"le plus important reste à venir"*. Enthousiasme mesuré aussi de Jonas Tshiombela du Comité Laïc de Coordination qui salue la désignation d'un dauphin par le Président Kabila comme *"une première victoire"* tout en appelant le peuple à la vigilance pour la crédibilité du reste du processus électoral. Eve Bazaiba, Secrétaire générale du MLC salue *"le courage politique"* mais invite le Chef de l'Etat à libérer les institutions publiques et à décrier l'espace politique. Pour le professeur Jacques Djoli du même parti de Jean-Pierre Bemba, *"la majorité a respecté la Constitution et il n'y aura pas de troisième mandat. C'est un élément fondamental"*, renchérit ce constitutionnaliste.

Tension en baisse

La décision du Président Joseph Kabila de ne pas briguer un troisième mandat a fait baisser la tension, non seulement dans les milieux politiques, mais aussi auprès de la population. En témoignent les commentaires entendus dans les rues et sur les places publiques de Kinshasa surtout que quelques jours auparavant le Comité Laïc de Coordination avait déjà prévenu la population sur de nouvelles manifestations de rue dans le but de défendre l'Accord de la Saint-Sylvestre.

Sur le plan diplomatique, de nombreuses réactions ont été enregistrées. Dès ce mercredi 8 août 2018, les Etats-Unis ont salué la décision du Président Kabila de ne pas se présenter à sa réélection. *"Nous saluons les informations selon lesquelles le président Kabila ne cherchera pas à obtenir un troisième mandat en conformité avec la constitution de son pays"*, s'est félicitée Nikki Haley, l'ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU.

"Nous réitérons notre appel à toutes les parties à veiller à ce que le processus électoral et le transfert du pouvoir soient menés de manière transparente, pacifique et inclusive,

conformément à la Constitution et à l'Accord de la Saint-Sylvestre de décembre 2016", ont réagi le 9 août, au lendemain de cette désignation, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC et Cheffe de la MONUSCO ainsi que les ambassadeurs du Canada, des Etats-Unis, de la Suisse, de l'Union africaine et de l'Union européenne dans une déclaration commune, saluant la désignation de Ramazani Shadary comme dauphin de Joseph Kabila. Ils ont appelé à préparer une alternance pacifique à l'issue des élections prévues le 23 décembre 2018.

"La conclusion du dépôt des candidatures pour les élections présidentielle et législatives en RDC, conformément au calendrier électoral de la CENI, constitue une étape clé sur la voie devant mener à la première alternance politique pacifique en RDC, grâce à

des élections crédibles le 23 décembre 2018", soulignent les diplomates, pour qui, ces scrutins renforceront *"la stabilité et la prospérité de la RDC et de toute la région"*.

Décision historique

Le retrait du Président Joseph Kabila *"est une décision historique en Afrique centrale, même si elle ne règle pas tout"*, ont commenté des sources diplomatiques françaises citées par l'Agence France-Presse. Dans une déclaration rapportée par la presse, le Président de la République française a salué la décision du Président Kabila. Quant à la Belgique, le ministre belge des Affaires Etrangères Didier Reynders *"prend acte"* de la décision du Chef de l'Etat congolais.

Dans la foulée, le Président sud-africain Cyril Ramaphosa, président en exercice de la SADC qui avait bien accueilli aussi la nouvelle est vite descendu 48 heures après (vendredi 10 août) à Kinshasa où il a félicité son homologue congolais Joseph Kabila pour avoir respecté la Constitution. Il a aussi rencontré le dauphin de celui-ci, Ramazani Shadary.

Pour rappel, le 26 juillet dernier, présentant devant le Conseil de Sécurité son Rapport trimestriel sur la situation en République démocratique du Congo, la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en RDC avait lancé un appel à toutes les parties prenantes au processus électoral pour qu'elles saisissent cette *"occasion historique"* de permettre la tenue d'élections crédibles le 23 décembre afin d'offrir un avenir plus stable au peuple congolais. Appel qu'elle a réitéré le 27 août en faisant le point par vidéo conférence au Conseil de Sécurité, sur la situation politique.

À cinq mois des élections, prévues le 23 décembre prochain, les préparatifs ont atteint un tournant important avec l'ouverture, mercredi 25 juillet, des bureaux de réception des candidatures pour les élections présidentielle et législatives, avait déclaré Mme Leila Zerrougui, devant le Conseil de sécurité. ■



Mme Kim Bolduc, Représentante spéciale adjointe en charge des Questions humanitaires (au centre à gauche de la photo) suivant les explications du corps médical à Beni

Maladie à Virus Ebola en territoire de Beni

Appui massif de la MONUSCO aux autorités de la RDC pour une riposte

Une semaine, tout juste, après l'annonce de la fin de l'épidémie à virus Ebola dans la Province de l'Equateur, le ministère de la santé de la RDC, dans un communiqué publié le mercredi 1^{er} août 2018, a informé l'opinion publique de la présence d'Ebola, en territoire de Beni, précisément, dans l'aire de santé de Mangina, (30 kms à l'ouest de Beni), dans la zone de santé de Mabalako. Depuis cette annonce, avec l'appui de la MONUSCO, les composantes habituelles de la riposte sont mises en place à Beni et à Mangina. D'où ces visites incessantes de hautes personnalités tant nationales qu'internationales tant à Beni et qu' à Mangina pour s'assurer du bon déroulement des opérations liées à cette riposte et des actions éventuelles à prendre pour sa consolidation : Visite du ministre de la santé, Oly Ilunga Kalenga, et de ses experts accompagnés par le Représentant spécial adjoint du SG de l'ONU en RDC, chargé des opérations à l'Est et de l'Etat de droit, David Gressly, du DG de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, de la Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, Matshidiso Moeti, du Directeur général adjoint au siège de l'OMS chargé de la préparation et la réponse aux situations d'urgence, Peter Salama, de la Représentante spéciale adjointe du SG de l'ONU en RDC, Coordinatrice humanitaire, Kim Bolduc et de l'Ambassadeur de l'Union Européenne, Bart Ouvry et de responsables d'agences humanitaires...

✎ Par Alain Coulibaly/MONUSCO

“Je suis venu accompagner le ministre de la santé et qui est là pour organiser la riposte. Tout d’abord, je voudrais féliciter le gouvernement pour cette réponse rapide. Il est venu avec ses équipes, un laboratoire... On va visiter Mangina. Tout cela veut dire que la riposte est déjà en cours. La MONUSCO va accompagner cette riposte, on va donner surtout une assistance logistique s’il y a besoin sur le plan sécuritaire...” Ces propos, le Représentant spécial adjoint du SG des Nations Unies en RDC, David Gressly, les a tenus à l’aéroport de la MONUSCO-Beni, le 2 août 2018, au lendemain de l’annonce officielle de l’épidémie en territoire de Beni et en réponse aux journalistes qui lui demandaient, quel serait l’apport de la MONUSCO dans cette riposte ? David Gressly faisait, en effet, partie de la délégation d’une trentaine de personnes, avec à sa tête le ministre congolais de la santé, Oly Ilunga Kalenga, et qui comprenait également des laborantins, des épidémiologistes, des cliniciens psychologues et des médecins, venus mettre en place les différentes composantes habituelles de la riposte contre la maladie à virus Ebola...

Riposte rapide

A propos de la riposte, et moins d’un mois après l’annonce officielle de l’épidémie à virus Ebola dans le territoire de Beni, les composantes essentielles de la riposte sont d’ores et déjà installées. Les laboratoires d’analyse sont déjà fonctionnels tant à l’hôpital général de Beni, qu’à celui de Mangina, la prise en charge médicale s’effectue déjà dans les Centres de traitement de Beni et de Mangina. Les activités de vaccination se déroulent normalement ainsi que la surveillance épidémiologique et la mobilisation sociale... Cela dit, si la riposte a été prompte, il n’en demeure pas moins que la tâche reste ardue “Même si beaucoup a été fait, prévient Mme Kim Bolduc, Représentante spéciale adjointe du SG de l’ONU en RDC, Coordinatrice humanitaire, l’épidémie est loin d’être résolue...” surtout qu’en plus, l’épidémie d’Ebola au Nord Kivu, s’exerce, dans le territoire de Beni qui est une zone très peuplée et en proie

à l’activisme des groupes armés. D’où cet appel du Directeur Général de L’OMS qui insiste sur le fait que “Tous les intervenants doivent pouvoir se déplacer librement et en toute sécurité dans les zones de conflit pour accomplir adéquatement leur mission afin de gérer cette épidémie. La population doit également avoir accès à des centres de traitement qui sont destinés à sauver les vies humaines et arrêter la propagation de la maladie”.

L’appui de la MONUSCO

Concernant justement la sécurisation de la zone, il est à noter que la Force de la MONUSCO, présente, sur place, s’y emploie déjà tout comme elle apporte un soutien logistique au Ministère de la santé et à ses partenaires afin de faciliter les opérations sur le terrain.

Outre le transport par vols spéciaux MONUSCO du ministre de la santé et de ces équipes, la MONUSCO, à travers son personnel, a aidé à réceptionner le matériel médical et logistique... Elle a mis des bureaux et des hébergements (y compris mobilier) à la disposition des équipes. Exemple : Le Centre des Opérations d’Urgence de Beni. On n’oubliera pas également de citer la mise à disposition des tentes, des containers, des générateurs, des véhicules, de l’eau potable, des rations alimentaires et l’installation de connexions Internet et radio....

Côté sensibilisation, Radio Okapi, la radio des Nations Unies en RDC, est impliquée dans la sensibilisation contre Ebola en donnant de manière régulière la parole non seulement aux experts du ministère de la santé habilités à donner des informations sur la maladie, mais aussi les autorités, la société civile, les artistes, les religieux, les chefs coutumiers. Des spots validés par le ministère de la santé de RDC sont diffusés tant sur l’antenne nationale que sur le décrochage local de Radio Okapi/Beni...

Enfin, pour ce qui est de la situation épidémiologique, de la maladie, dans le Nord Kivu, selon le communiqué de presse publié, le 24 août 2018, par le ministère de la santé, ce sont au total, 107 cas de fièvre hémorragique qui ont été signalés dans la région, dont 79 confirmés et 28 probables. Sur les 79 cas confirmés, 14 sont guéris, 23 sont hospitalisés et 42 sont décédés. Par ailleurs, toujours, selon ce communiqué, depuis le début de la vaccination le 8 août 2018, 3.481 personnes ont été vaccinées, dont 1.712 à Mabalako, 761 à Beni, 887 à Mandima et 121 à Oicha.

Tous les efforts sont donc mis en commun pour “casser la chaîne de transmission du virus” car prévient le ministre congolais, la fin de l’épidémie à virus Ebola passe par une implication totale de toutes les composantes de la société !. ■



Prise de température d’un passager dans un aéroport d’un pays de l’Est de la RDC

Le Kasai, une région meurtrie en plein relèvement

Carte postale de l'espace Kasai

Le bureau régional de la MONUSCO opère dans une région communément décrite comme l'espace Kasai. Cet espace est composé de 5 provinces qui couvrent environ 20% du territoire national. Chacune de ces provinces regorge à sa façon de potentialités diverses.

✍ Par Laurent Sam Oussou/MONUSCO

Dans la province du Kasai central où se trouve le bureau régional de la MONUSCO on trouve par exemple les vestiges d'une ville, Kananga, le chef-lieu de province qui aurait pu être la capitale de la RDC n'eût été la décision stratégique des colons belges de la déplacer à un endroit d'où plusieurs accès et donc plusieurs sorties étaient possibles. En tout état de cause, pour le voyageur l'accès le plus facile à Kananga est l'avion car les routes dans la province sont pour ainsi dire difficilement praticables en voiture, surtout en temps de pluies et le chemin de fer long de 613 Km (du port d'Ilebo au nord, à la gare de Lubi au Sud) avec les trains vieillissants de la SNCC, seule compagnie de chemin de fer, n'assure pas un trafic régulier de personnes et des marchandises. La ville de Kananga ne produit aucun bien de 1^{ère} nécessité à cause des problèmes d'électricité et de distribution d'eau potable. Elle vit des importations. Le projet du barrage électrique Katende, en territoire de Dibaya sera certainement une solution à l'industrialisation du Kasai central.

Cependant, la province du Kasai central comme dit plus haut regorge de vestiges. On y trouve le bâtiment dénommé "bâtiment de Luluabourg", où la 1^{ère} constitution du Congo moderne fut élaborée. On y trouve le plus vieux séminaire de la RDC qui a vu le passage et la formation de plusieurs grands évêques du pays. Il y a aussi, le lac Munkamba, ce lac mythique sinon mystique à forme d'homme selon certains dans le territoire de Dimbelenge. A Kananga, on trouve le grand centre de formation des officiers militaires, l'EFO (Ecole de formation des Officiers) devenue aujourd'hui l'Académie Militaire. La plupart des officiers congolais y ont été formés. Mais n'oubliez pas de goûter aux ananas de Kananga. Il y a en a toute l'année et ils sont succulents !

Au nord-ouest du Kasai central, la province du Kasai avec son chef-lieu Tshikapa. Cet autre point de l'espace Kasai a été autant touché par la crise née du phénomène Kamuina Nsapu que le Kasai central à cause de sa proximité linguistique et donc communautaire. Si Kananga a un accès

à l'Angola par la frontière de Kalamba Mbuji, au Kasai c'est la frontière de Kamako qui est un véritable attrait pour les Congolais de ce côté qui veulent se rendre en Angola. Ce point de sortie est celui qui a été le plus utilisé par ceux qui ont été obligés de fuir les violences liées à la crise dans le Kasai. Mais cette frontière est également d'un attrait pour ceux qui vont vers l'aventure économique en Angola. Ce qui fait que ces derniers parfois confondus aux réfugiés sont régulièrement refoulés pour faute de documents de séjour en règle.

A l'est du Kasai central, la province du Kasai Oriental avec son chef-lieu la mythique ville de Mbuji Mayi anciennement Bakwanga. Depuis les années 1980, cette ville a multiplié sa population par 10, en proie à un développement rapide et anarchique, et à une situation sociale et politique explosive. Cet afflux est caractérisé par le retour forcé des Kasaiens du Katanga au début des années 1990, et également par l'engouement suscité par l'exploitation anarchique du diamant. A l'instar de beaucoup de provinces de la RDC, le Kasai oriental a connu une destruction de ses infrastructures de base. Hôpitaux, écoles, adduction d'eau, électricité sont quasiment délabrés. La grande société diamantifère, la MIBA, est en perte de vitesse depuis plus de dix ans. Elle a perdu beaucoup de ressources financières et matérielles pour avoir beaucoup contribué à l'effort de la guerre depuis 1996.

Anciennement rattachées au Kasai oriental, les provinces du Sankuru (chef-lieu Lusambo) et de la Lomami (chef-lieu Kabinda) sont caractérisées par leur enclavement et finalement leur dépendance à la province du Kasai oriental malgré leurs grandes ressources en faune et en flore mais aussi des chutes d'eau par endroit. Elles n'ont pas beaucoup souffert de la crise liée au phénomène Kamuina Nsapu mais restent vulnérables à cause du manque d'infrastructures économiques et de l'emploi pour les jeunes. La récente crise communautaire liée au déplacement d'une antenne d'une compagnie de téléphonie mobile dans le Sankuru en est une illustration. ■

Une paix progressivement restaurée

L'espace du Kasai situé au centre-sud de la République démocratique du Congo a constitué dans le passé une seule région, avec Lusambo comme chef-lieu. Ensuite il a été éclaté en deux provinces distinctes, à savoir le Kasai-Oriental et le Kasai-Occidental avec, respectivement Mbuji-Mayi et Kananga comme chefs-lieux. Plus récemment, suite au découpage administratif, ces deux provinces ont donné lieu à cinq nouvelles provinces dont Mbujimayi, Lusambo, Kabinda, Kananga Tshikapa sont des chefs-lieux.

✍ Par Albert Kiungu Muepu*

Cet espace est habité par une mosaïque de peuples mais qui sont unis par des liens historico-culturels. Ces liens les contraignent à une cohabitation et à une solidarité qui les distinguent par moment d'autres tribus du pays. La langue nationale Tshiluba n'est parlée que dans cette région où elle fait bon ménage avec d'autres langues locales.

Traditionnellement deux piliers faisaient la particularité de l'économie de la région. D'abord le diamant industriel exploité dans les périmètres de Mbuji-Mayi et le diamant de joaillerie exploité à Tshikapa. Ensuite par le chemin de fer qui traverse la quasi-totalité des provinces de la région et les relie ainsi au Katanga et à Kinshasa.

Malgré les crises sécuritaires, politiques et économiques durant des décennies sur l'ensemble du pays, la région du Kasai a survécu grâce à sa population dynamique et très entreprenante. Pendant longtemps elle est restée paisible et sur le plan alimentaire quasi auto-suffisante. L'imagination et la débrouille hors pair ont laissé des traces et impacté le reste de la société congolaise. Dernière illustration est le phénomène « wewa » ou « manseba », entendez ces moto taximen qui font le tour du Congo.

Par ailleurs il y a cette perception qui a traversé différents régimes politiques qui se sont succédés au pouvoir selon laquelle, à tort ou à raison, la région du Kasai demeure le bastion de l'opposition politique. Cette perception n'a fait que développer le sens de l'indépendance, de l'auto-suffisance et de l'auto prise en charge dès lors que l'on s'estime des laissés-pour-compte.

Cependant, au fil des années, avec l'effondrement généralisé du tissu socio-économique de la région avec la Minière de Bakwanga (MIBA) et la Société Nationale des Chemins de fer du Congo (SNCC) en déliquescence, le délabrement très prononcé des infrastructures de base, la fermeture de quelques entreprises, les fonctionnaires mal ou non payés, le manque d'emplois pour les jeunes..., l'aiguillon de la misère a percé plusieurs couches et ménages qui ne savaient où aller.

Toutefois, les populations dans leur débrouille se déployaient de jour comme de nuit sans aucun souci d'Ilebo - Mwaka - Luebo jusqu'à Ndjoko Punda avant de relier Tshikapa par route ou sur l'eau par baleinière. De Tshikapa-Kamonia jusqu'à Kamako à la frontière avec l'Angola. De Kananga à Luiza ou Tshikapa en passant par Kazumba ; de Kananga à Mbuji-Mayi- Lusambo. De Mbuji-

Mayi à Kabinda-Lubao jusqu'à Kindu dans le Maniema. De Luiza à Mwene Ditu, Kamina jusqu'à Lubumbashi. De Kananga-Luiza -Kapanga-Sandoa-Dilolo dans le Lualaba... Tous ces mouvements pour achat ou vente de tel ou tel autre produit. La survie était ainsi assurée.

Kasai entre paix et violence

Mais hélas, cette région généralement réputée calme et stable, avec la légende de Kananga, oasis de paix, va sombrer et se plonger dans un cycle infernal de violences, de massacres, d'incendies, de pillages et des destructions de biens publics et privés, laissant un désastre et une tragédie sans précédents. Tout cela à cause des étincelles d'un conflit de pouvoir coutumier mal compris et très mal géré de janvier à août 2016 tant par certaines autorités provinciales et nationales.

Il faut relever que dans ce tourbillon qui a soufflé sur le Kasai, le pouvoir public s'est déployé avec essentiellement l'approche militaire pour le rétablissement de la situation. Ce qui justifie la présence du secteur militaire opérationnel dans tout l'espace Kasai.

Les effets de la forte sensibilisation et de la mobilisation interne et externe ont permis d'approcher la solidarité internationale avec en tête le retour de la MONUSCO qui avait quitté la région trois ans plutôt, suivie des autres agences de l'ONU et des ONG internationales qui, dans un élan humanitaire légendaire, ont réussi à redonner espoir de vivre et sourire aux milliers des filles et fils de la région du Kasai. Sous l'aspect de sensibilisation et mobilisation, le travail abattu par Radio OKAPI à côté d'autres médias périphériques impose admiration de tout observateur averti de la situation dans le Kasai.

Deux ans après, la donne a changé. Le calme est revenu. La paix est progressivement restaurée. Les retournés se mettent progressivement au travail. Il y a de quoi remercier cette solidarité internationale qui a compensé les malheurs des Kasaiens. Par ailleurs la circulation des personnes et leurs biens s'améliore. La population se déploie dans ses activités de débrouille habituelle. Enfin l'ouverture de la frontière de Kalamba-Mbuji offre quelques opportunités de relance et d'un nouveau départ. Désormais les espoirs sont à nouveau permis. ■



Sac au dos, Charles Frisby, ancien chef de Bureau MONUSCO/Kananga en mission à Kakenge

Les bons offices de la MONUSCO dans la région du Kasai

Lors de la crise issue du phénomène Kamuina Nsapu, qui entre mi-2016 et mi-2017 a bouleversé cette région, les villes comme les campagnes se sont retrouvées dans la nécessité de repartir de zéro. La MONUSCO a alors renforcé sa présence en transformant l'Antenne en un Bureau de terrain avec sous sa responsabilité les Sous-Bureau, de Mbuji Mayi au Kasai Oriental et de Tshikapa, dans le Kasai.

✍ Par Daniela Tarizzo/MONUSCO

M. Essoh Essis, ancien Chef d'Antenne à Mbandaka, a débuté par les approches diplomatiques, opérationnels et de bons offices avec une équipe pionnière de techniciens et spécialistes de terrain, comprenant aussi des agents de la police des Nations Unies, avant de passer le témoin après quelque mois à M. Charles Frisby, ancien Chef de Bureau à Bukavu et affecté à Kananga comme Chef de Bureau. Ce n'était pas aisé d'œuvrer dans une situation imprévisible et en perpétuelle mutation, en tenant compte de dynamiques politiques et sociales très délicates et avec un Gouvernement Provincial alors amputé de son Gouverneur,

rappelé à Kinshasa au début de l'année 2017 pour des allégations, jamais officiellement clarifiées, de responsabilité et d'implication dans cette crise, et dans un environnement réactif à la présence internationale.

Un Cadre de Concertation avec le Gouvernement Provincial et la Mairie a été mis en place, au début avec une cadence un peu irrégulière, mais qui a posé des bases de collaboration qui maintenant reposent sur la solidité d'un dialogue établi, franc et direct, orienté vers la mise en œuvre de décisions conjointes et des solutions conçues ensemble avec le nouveau Gouvernement Provincial, élu en décembre 2017. Il a été également question pour la MONUSCO de faire face à cette image traditionnelle de

la région, présentée souvent comme bastion de l'opposition politique : une opposition qui n'a plus la force d'antan, mais qui demande à être écoutée, et qui n'a pas manqué quelque fois de diriger un regard de doute et de désapprobation envers le travail de soutien institutionnel de la MONUSCO. Les bons offices du Bureau ont facilité le dialogue pluraliste, l'ouverture de l'espace démocratique, l'échange constructif entre entités en opposition, la tolérance et la disponibilité.

De nombreuses sections substantives soutiennent l'effort quotidien du Chef du Bureau dans ses bons offices : les Affaires Civiles, les Affaires Politiques, le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme et l'Information publique avec la Radio Okapi si aimée et appréciée au Kasai, représentent le bras armé de la paix et de la diplomatie que la MONUSCO déploie.

La Protection des Civiles a été en haut de la liste parmi les tâches de la MONUSCO dans la région du Kasai. La présence de la Force, cruciale et discrète malgré sa logistique imposante, a finalement donné des fruits en soutien des bons offices du Bureau. La flexibilité des Casques Bleus déployés au Kasai après les événements malheureux de la crise a résulté en un lien fort avec une population déjà effrayée et traumatisée par les armes et les uniformes militaires. L'équipe des agents UNPOL a grandement aidé dans les bons offices de la MONUSCO au Kasai. Les activités de suivi, de formation, de sensibilisation, de recyclage, et une collaboration quotidienne instaurées dans le cadre d'un travail conjoint, ont permis une requalification des forces de sécurité PNC et une réduction sensible des cas d'harcèlement et d'abus.

Le pays a regardé vers cette région comme étant le frein qui ralentissait tout le reste : le développement, le processus électoral, l'alternance gouvernementale, l'image à l'étranger, la projection vers le futur. La MONUSCO a cru dans le potentiel humain et naturel de ces cinq provinces et a investi dans le Bureau le cœur diplomatique et la compétence professionnelle de ses opérateurs pour relancer ce vaste territoire. ■

Le phénomène Kamwina Nsapu ou une succession à la chefferie traditionnelle qui vire à l'insurrection

A l'origine des troubles qui ont affecté l'espace kasaïen se trouve un problème de succession à la chefferie du fils après le décès de son père. Du conflit qui s'en suivra va résulter une rébellion du chef traditionnel nouvellement intronisé contre toutes formes d'administration publique dans le territoire de Dibaya, entité d'origine des Kamwina Nsapu.

✎ Par André Kambala et Laurent Sam Oussou/MONUSCO

M• Nsapu Pandi, candidat Chef coutumier selon les autorités, ne disposait pas encore d'un acte juridique pouvant fonder la légalité de son pouvoir coutumier en qualité de Chef du Groupement Bajila Kasanga. Il doit en avoir sans raison, été frustré pour s'engager dans des actes de subversion, d'insurrection. M. Kamwina Nsapu dont le vrai nom est Nsapu Pandi Jean Pierre (Prince), est né le 06 avril 1966 à Tshikula. Il est originaire du groupement Bajila Kasanga, Secteur Dibataye, Territoire de Dibaya, dans la province du Kasai Central.

La propension insurrectionnelle de M. Kamwina Nsapu, selon des autorités locales, s'est manifestée pour la première fois au mois d'avril 2016, à son retour d'Afrique du Sud, à l'issue d'une rencontre avec les notables de sa juridiction où il leur a demandé de se prendre en charge.

Il traite tous les détenteurs du pouvoir civil, militaire et policier, ainsi que les mandataires des entreprises publiques de mercenaires et il leur lance un ultimatum aux fins de quitter le sol de ses ancêtres avant qu'il ne soit trop tard, c'est-à-dire avant le 31 décembre 2015 à minuit.

Il qualifie le gouvernement national de gouvernement d'occupation et décide, en conséquence, pour libérer le pays, de lancer une opération dénommée "*kabukulu*", en d'autres termes "*ce qui relève de la tradition ancestrale*".

Il constitue une milice de plus de 800 jeunes gens âgés de 8 à plus de 40 ans, issus précisément de son groupement de Bajila Kasanga, Secteur Dibataye et ceux d'autres secteurs voisins tels que Kamuandu, Kasangidi, Dibanda. Ces miliciens couvraient leurs têtes d'une bande rouge, signe distinctif aux non adhérents. Les adeptes du mouvement doivent suivre les rites des foyers initiatiques appelés "*Tshiota*" qui leur confèreraient des pouvoirs mystiques et d'invincibilité au combat. Et tous ceux qui s'y opposent en paient les frais. Le mode opératoire de ces miliciens est la décapitation de tous ceux qui s'opposent à eux.

Depuis juin 2016, la milice, en violation des législations sur le maintien de l'ordre public et de l'autorité de l'Etat, a érigé des barrières de la localité de Mbondo jusqu'à



En lunettes et chapeau, le chef Kamwina Nsapu (Nsapu Pandi)

celle de Ntambwe Kayembe, se livrant ainsi à la fouille systématique, sur la route menant vers Mbuji-Mayi, à la recherche des éléments de la Police Nationale Congolaise et des militaires ainsi que des armes.

Violence aveugle

En août 2016, de violents combats ont opposé les miliciens aux forces de l'ordre sur les axes Kananga – Bukonde-Tshimbulu et Kananga – Bitanda-Mfuamba ainsi que Kananga – Tshikula, occasionnant la perte en vies humaines du côté des miliciens et du côté des forces de l'ordre. M. Kamwina Nsapu va succomber au cours de ces affrontements, selon les autorités. En septembre 2016, plusieurs miliciens s'étaient mobilisés autour de M. Kapinga Kamba, Chef de Secteur de Dibataye et le Chef de groupement de Bakwa-Mpela pour une expédition punitive à Kananga afin de venger M. Kamwina Nsapu. A partir du 22 septembre 2016, ces miliciens ont ainsi commencé la conquête de la province du Kasai Oriental et du Kasai. Dès lors, cette province a vécu au quotidien dans la psychose.

Ils se heurtent à des résistances de ceux qui n'étaient pas d'accord avec eux et qui vont constituer des milices d'auto-défense comme les Bana Moura et autres issus des communautés Chokwe et Pende. Ceux-ci vont à leur tour, au fil du temps, faire des représailles contre les communautés Lulua et Luba qui constituent la milice Kamuina Nsapu et demander leur départ pur et simple de leurs localités. Ceci va entraîner inexorablement des conflits intercommunautaires dont les conséquences sont dévastatrices pour la cohésion sociale, notamment dans la province du Kasai. ■

Rôle joué par la MONUSCO dans l'évolution de la situation sécuritaire dans la région du Kasai

La situation sécuritaire dans la région du Kasai s'est gravement détériorée par suite de la crise née du phénomène Kamuina Nsapu. Face à cette situation qui a surpris plus d'un, la MONUSCO a pris des mesures nécessaires pour assister le gouvernement à ramener la paix et la quiétude dans cette partie du pays jusqu'alors paisible.

✍ Par Laurent Sam OUSSOU / MONUSCO



Les Casques bleus en opérations

Après la mort du dirigeant de Kamuina Nsapu, "Jean Mpandi", en août 2016, des miliciens de Kamuina Nsapu ont lancé une attaque afin de le venger à l'aéroport de Kananga le 23 septembre 2016 et mis le feu aux installations de la force aérienne des FARDC ainsi que d'autres équipements. Depuis décembre 2016, les FARDC ont repris leurs opérations offensives et se sont déployées dans la région du Kasai qui est devenue une zone opérationnelle des FARDC en vue de mettre un terme à l'insurrection Kamuina Nsapu et à la vague de violence et à l'insécurité qu'elle a favorisée.

Face à cette situation qui pouvait embraser toute la région du Kasai, le déploiement des troupes de la MONUSCO a été effectué pour assurer dans un premier temps la sécurité du personnel des Nations Unies et pour la protection des civils.

Le premier déploiement de la force de la MONUSCO (SS/PAKRDB-1) à l'aéroport de Kananga a eu lieu le 22 décembre 2016. Ces troupes ont ensuite été relevées par la compagnie URUBATT en janvier 2017 qui sera à son tour remplacée plus tard par PAKRDB-2 en avril 2017. Il faut mentionner que la compagnie URUBATT a, en plus, servi à la recherche des corps des 2 experts de l'ONU Zaida Catalan et Michael Sharp et de leurs accompagnateurs assassinés et aux investigations sur les fosses communes.

Pour stabiliser la situation et établir un environnement protecteur dans la région du Kasai, la MONUSCO a décidé d'accroître sa présence avec deux compagnies supplémentaires constituées par un contingent ghanéen et un autre sud-africain avec la création de la Task Force Kasai (KTF) en juillet 2017 qui, depuis avril 2018, est sous la responsabilité du contingent pakistanais dénommé PAKRDB-3. De son côté la police des Nations Unies (UNPol) avec un effectif au début de la crise de 3 personnes a été renforcée à partir de mai 2017 avec la création d'un Secteur UNPol doté d'un effectif satisfaisant. Ainsi, des activités

dans la protection des civils et le renforcement des capacités opérationnelles de la PNC se sont également intensifiées, suivies de l'ouverture d'un sous-secteur UNPol à Tshikapa et le renforcement de celui de Mbuji-Mayi.

Evolution du déploiement de la force dans la région du Kasai

La protection des civils a été l'une des tâches majeures de la Force et de UNPol. Elle se traduit par des patrouilles simples et des patrouilles mixtes UNPol avec la Force Pakistanaise (KTF), les visites de cachots, les missions task-force et les missions conjointes qui permettent de se rendre au sein de la population pour constater la situation sécuritaire qui prévaut dans leurs localités respectives, s'enquérir des préoccupations majeures en termes de protection, visiter les

cellules de garde-à-vue pour vérifier les conditions dans lesquelles les présumés auteurs d'infractions sont détenus. Pour sa part, depuis son arrivée, la Force de la MONUSCO est restée dévouée à la réalisation des tâches assignées de la meilleure façon possible malgré un rapport entre les troupes défavorable et une infrastructure de communication médiocre dans la région.

Au total, 11 déploiements majeurs de COB (Company Operating Base) et de SCD ont été entrepris jusqu'à présent. Plus de 30 missions de longues portées ont été déployées à ce jour entre juillet 2017 et juillet 2018. La Force de la MONUSCO a également mené cinq importantes missions de sauvetage en soutien du personnel des Nations Unies et des civils, soit en danger ou après un crash d'avion.



Le Quartier général de la MONUSCO à Kananga

Médiation

Servant d'intermédiaire entre la population et la PNC et grâce au partage d'informations reçues auprès de la population avec la PNC, UNPol a permis que beaucoup de réseaux de braqueurs et de voleurs à mains armées soient démantelés ces derniers temps. De même, à plusieurs reprises, UNPol s'est référé au parquet pour la libération de plusieurs personnes détenues arbitrairement dans les cellules de garde-à-vue de la PNC.

Par ailleurs, le renforcement des capacités de la PNC est un second volet très important du soutien de la police des Nations unies dans la région du Kasai. Il se traduit par les activités de colocation exécutées par les UNPol dans les différentes unités de la PNC, les formations et les recyclages.

La colocation consiste pour UNPol à se rendre dans les unités PNC et travailler avec les OPJ dans la conduite des enquêtes judiciaires. Ainsi, elle prodigue des conseils à ceux-ci, les assiste dans la rédaction des Procès-Verbaux et veille à ce que ces procédures soient faites en respect des lois congolaises. Elle veille également au respect des droits des gardes-à-vue. Ainsi, la professionnalisation de la police qui découle de cette activité de colocation a contribué à diminuer les arrestations arbitraires et a encouragé le citoyen à se confier à sa police en cas de problème. Ce qui n'était pas possible il y a plusieurs mois de cela.

Pour consolider cette professionnalisation et changer complètement l'image terne de la police vis-à-vis de sa population, le Secteur UNPol, à travers sa cellule de Formation, organise des formations et des recyclages à leur profit. Ainsi, depuis la création du Secteur en mai 2017 jusqu'à ce jour, plusieurs formations et recyclages ont été organisés au profit de plus d'un millier de policiers. Ces formations concernent notamment des thèmes comme la Formation des Formateurs ; MROP/GTPI ; la Police Judiciaire ; la Police de Proximité ; les Violences Sexuelles Basées sur le Genre ; la Police de la Circulation Routière ; les Renseignements Généraux ; la Sécurisation du Processus Electoral.

Restaurer la confiance

Toutes ces actions ont contribué à restaurer la confiance entre la population et la Police d'une part, et entre la population, la police et la MONUSCO d'autre part. Par ailleurs, on note dans la majorité des cas que les activités des groupes armés ont considérablement diminué grâce aux opérations des FARDC et au déploiement des troupes de la MONUSCO. La situation actuelle en matière de sécurité dans la région du Kasai, même si elle est calme reste cependant imprévisible bien qu'en raison d'allégations de violations des droits de l'homme sur les FARDC/PNC, aucune opération conjointe ne peut être entreprise par les troupes de la MONUSCO pour conserver leur propre impartialité.

Certes, la situation est revenue à la normale dans la plupart des territoires, mais les groupes armés et les forces de sécurité locales continuent à faire l'expérience des cas de violations des droits de l'homme et des conflits ethniques. Le soutien de la milice dans des zones périphériques du Kasai leur offre une couverture ainsi que des moyens de subsistance. Dans les zones les plus reculées, des miliciens Bana Mura ou Kamuina Nsapu visent des tribus de l'autre groupe ; ce qui entraîne des conflits ethniques.

Aussi, en tant que zone de conflit, la situation socio-économique des populations est déplorable. Ce qui peut entraîner une détérioration de la situation en matière de sécurité. Par ailleurs, les mauvaises conditions socio-économiques ont entraîné une augmentation des activités criminelles. En tant que conflit politique et ethnique, la question risque de se prolonger, si l'inclination de la population locale envers les groupes de milices ne change pas car la population est accusée par les miliciens ainsi que par les forces de sécurité et de défense de soutenir leurs opposants. Ce qui ne les met aucunement à l'abri des représailles et ainsi favorise le conflit. ■

Chef de Bureau a.i. de la MONUSCO : « aller vers les gens pour trouver des terrains d'entente (...), c'est la voie de l'avenir »

M. Essoh Essis, Officier en charge de la section des Affaires civiles est le Chef du bureau a.i. de la MONUSCO au Bureau régional basé à Kananga. Dans l'interview ci-dessous, il nous parle de la situation qu'a traversée cet espace avec le phénomène Kamuina Nsapu et de comment la mission des Nations unies a réagi. Il nous présente également les perspectives pour un retour définitif de la paix dans l'espace kasaïen.

✎ **Propos recueillis par Laurent Sam Oussou/MONUSCO**



Le Chef de Bureau a.i. de la MONUSCO/Kananga

Quelles ont été les motivations de l'ouverture d'un bureau régional de la MONUSCO à Kananga ?

L'éclosion de la crise de l'insurrection de Kamuina Nsapu risquait d'embraser l'ensemble de l'espace. Il était donc nécessaire, pour la MONUSCO, de prélever sur le niveau de ces ressources et de son personnel afin de faire face à ce qui apparaissait déjà comme une insurrection qui risquait de déborder le cadre de l'acceptable. C'est comme

cela que la décision de transformer l'antenne qui existait avant en un bureau régional a été prise.

Ce bureau couvre ce que l'on appelait l'espace Kasai qui contient les 5 provinces du Kasai central Chef-lieu Kananga, du Kasai Chef-lieu Tshikapa ; du Kasai Oriental Chef-lieu Mbuji-Mayi, du Sankuru chef-lieu Lusambo et de la Lomami chef-lieu Kabinda. Nous avons deux sous bureaux. Un à Tshikapa et un autre à Mbuji mayi.

Comment cette crise née du phénomène Kamuina Nsapu a-t-elle été vécue ?

Nous avons d'abord vécu cette crise en tant qu'antenne. En ce qui me concerne, l'une de mes premières attributions lorsque je suis arrivé ici a été d'aller enquêter sur les allégations de tueries du côté de la ville de Tshimbulu et à Bunkonde.

Au cours de cette mission, nous avons pu confirmer un certain nombre d'allégations, confirmer le bilan des affrontements qui ont eu lieu à Tshimbulu et à Bunkonde et, dans la foulée, rencontrer un certain nombre de miliciens avec qui nous avons pu avoir des échanges qui nous ont permis d'avoir une compréhension de leurs revendications et de leurs points de vue sur un certain nombre de sujets.

L'autre aspect de cette situation c'est qu'il fallait en même temps construire une relation favorable, une relation de coopération avec les autorités gouvernementales de la province, avec les chefs coutumiers, avec les commandants des services de sécurité et de défense ; avec les membres de la société civile y compris les autorités religieuses.

Et donc, construire toutes ces alliances pour pouvoir faire face ensemble à une situation déplorable qui entraînait des pertes de vies humaines et des déplacements de population. C'est dans cet espace là que nous avons vécu le meurtre de nos collègues du groupe des experts des Nations Unies qui a encore ajouté à la tension psychologique.

Quelles sont les actions clefs que la MONUSCO a menées pour aider le Gouvernement à résoudre la crise ?

Déjà quand l'insurrection éclate en août 2016, la MONUSCO envoie en septembre 2016 un contingent d'environ 200 soldats qui sont arrivés très tôt et que j'ai trouvés en

place lors de mon redéploiement à Kananga et c'est cette force qui nous a accompagnés en mission à Tshimbulu comme évoqué plus haut.

Au niveau de la protection des populations, les choses se sont mises progressivement en place. Très rapidement la mission a mis à notre disposition un contingent d'intervention.

Lorsqu'il a été possible de projeter notre force au-delà de Kananga avec le déploiement de CLA, on a rapidement établi des LCD à Tshimbulu, à Luiza et à Bulungu et cela a changé la donne. L'arrivée de ces bases a permis de mettre en place des réseaux d'alerte qui nous ont permis d'éviter des situations d'attaques planifiées de certaines localités par des miliciens. Ce système d'alerte communautaire nous a aussi permis de rendre compte des exactions ou des violations des droits de l'homme et d'impliquer les responsables de ces forces dans la recherche de solutions, dans la poursuite de ces infractions et dans la répression de ces genres d'infractions.

On a réussi ainsi à stabiliser des milieux sur le plan sécuritaire. Il faut dire que notre déploiement est allé au-delà de la stabilisation sécuritaire. Les militaires qui ont été déployés à Tshimbulu ou à Luiza ou à Bulungu ont très rapidement commencé à faire de la stabilisation. On a ainsi pu ouvrir les écoles et les centres de santé qui étaient fermés et commencé à assurer un début d'une vie normale de sorte que Bulungu est resté une ville animée alors qu'elle n'est pas le chef-lieu de ce territoire mais plutôt Kazumba.

Des enseignements à tirer par rapport à la POC et sur le désengagement progressif de la mission en RDC ?

Mon opinion est que, la MONUSCO ne peut pas être partout. Mais là où elle est, elle fait un effet. Il faut trouver un équilibre entre l'impossibilité d'être partout et la valeur ajoutée qu'on apporte quand on est là. Peut-être que cet équilibre se trouve dans un investissement dans la capacitation des structures locales chargées de la Gouvernance (sécuritaire, politique, économique). Donc il faut juste pouvoir associer les différents ressorts de l'administration d'état, travailler avec eux, utiliser le soutien que nous leur donnons comme levier pour obtenir en

retour de leur part de la bonne volonté, de l'engagement en leur donnant les capacités en espérant qu'une fois que ces capacités existent, les gens feront ce qui est bien pour leurs concitoyens.

Comment les rapports avec les autorités locales ont-elles évolué et qu'est-ce qui a été fait une fois la phase armée de la crise stabilisée ?

Concernant mes rapports avec le gouvernement provincial, ces rapports étaient très difficiles à cause de la dénonciation de certaines actions qui ont été commises dans le cadre de la lutte contre l'insurrection. Nous n'avons pas laissé cela nous décourager. Nous avons continué de faire les bons offices et une fois que les gens ont compris que

droits de l'homme, nous avons engagé ses commandants d'unités. Nous leur avons expliqué que notre position n'était pas celle de juge, mais plutôt de relais d'information entre les populations qui ne peuvent pas toujours aller vers eux. Aujourd'hui, la sensibilisation des troupes dans l'espace Kasai par nos services des droits de l'homme est de routine désormais. Je pense que cette démarche d'aller vers les gens pour trouver des terrains d'entente, pour passer des messages, pour essayer d'obtenir leur collaboration, leur appropriation des objectifs principaux et du mandat de la mission, je pense que c'est la voie de l'avenir.

Mais, ensuite, il s'est agi de soutenir les efforts de l'Etat en matière de



Avec des lunettes sombres et le chapeau sur les genoux, Essoh Essis à Dimbelenge

nous leur apportons quelque chose, ils nous ont adoptés. Ils ont appris sous notre leadership. Ils ont recalibré les rapports avec nous et aujourd'hui, c'est grâce à ce partenariat, je pense, que nous pouvons observer la stabilité dans la province. C'est la même chose qui s'est passé avec le commandement de FARDC. Quand il s'est avéré de faire un plaidoyer pour réduire les violations des

préparation et de mise en œuvre des efforts de résolution des conflits. Il fallait soutenir notamment l'initiative de nomination d'une commission consultative pour le règlement des conflits de pouvoir coutumier. Commission qui a été mise en place et dont la MONUSCO a entrepris très rapidement de renforcer la capacité. Cette commission a été créée avec la



Avec les mains en l'air et en lunettes, Essoh Essis, le Chef de Bureau a.i. de la MONUSCO/Kananga

désignation de 5 chefs coutumiers par 75 de leurs pairs au niveau de l'ensemble de la province du Kasai central. Cela a donné l'occasion à la MONUSCO d'organiser un atelier de formation pour tous ces chefs coutumiers, en collaboration avec le ministère national de l'Intérieur et des Affaires coutumières. Ces commissions ont été mises en place. Elles ont été formées par le biais d'un programme de fonds programmatique de la section des Affaires civiles de la MONUSCO dans un premier temps, et ensuite dans le cadre d'un projet de réduction de violence communautaire mis en place par la section DDR/RR de la MONUSCO. Cette commission a donc commencé à prendre sur elle la résolution des conflits de pouvoir coutumier.

Ce travail a été très important car il a été perçu comme dressant les causes profondes de la crise qui est la manipulation des structures du pouvoir coutumier. Quelle a été la recommandation principale de la Conférence de paix sur le Kasai et l'accompagnement de la MONUSCO dans sa mise en œuvre ?

La recommandation principale c'est la clarification du statut des chefs

coutumiers qui est le mandat principal de la Commission Consultative de Règlement des Conflits Coutumiers (CCRCC). Donc en soutenant la CCRCC, nous avons attaqué la mise en œuvre de la résolution de la conférence de plein fouet. A côté de ça, on a effectivement travaillé avec les agences des Nations Unies, les Agences humanitaires pour essayer d'apporter de l'assistance aux victimes, aux survivants et de régler les problèmes qui naissent parfois du retour des IDP ou des réfugiés dans leurs zones d'origine. On a continué à faire de la sensibilisation auprès des chefs coutumiers, auprès des autorités locales, auprès des FARDC et des PNC pour aller dans le sens de la consolidation de la paix.

Si on devait parler des résultats de l'action de la MONUSCO dans l'espace Kasai, que peut-on dire ?

Les populations vivent de nouveau ensemble, essaient de dépasser les conflits qui sont nés de l'insurrection. Nous continuons de faire un plaidoyer avec le commandement de la zone opérationnelle FARDC pour minimiser les cas d'occurrence de tracasseries, les violations de droits de l'homme ou

de poursuivre leurs auteurs. La ville de Kananga a repris beaucoup de couleurs. Les gens vaquent à leurs occupations normalement, on essaie d'oublier les mauvais mois de l'insurrection. Il reste encore quelques poches de résistance au niveau de la milice, des allégations de reconstitution de miliciens et de recrutements de jeunes enfants etc. Mais je crois que ces menaces-là sont gérables par les FDS avec le soutien de la MONUSCO.

Au niveau du Kasai, l'ordre public est restauré. Les autorités fonctionnent. Les services administratifs font ce qu'ils peuvent. Il reste également dans la province du Kasai des défis importants liés à l'activisme des milices anti Lulua, anti Luba. Donc des milices attribuées aux groupes ethniques Chokwe et Pende qui prennent différents noms (Bana Moura, Ecurie Pembe...) et cela nous inquiète sérieusement.

Il reste peut-être qu'en dehors de ce problème lié à l'insurrection, dans les autres provinces on doit encore gérer les problèmes liés à l'ouverture de l'espace démocratique, la violence motivée par des considérations politiques et électorales, notamment dans le Sankuru à Lodja et certainement également à Mbuji-Mayi.

Que reste-t-il à faire dans cet espace ?

La vraie stabilisation de la paix, c'est le développement. Une amorce de relèvement précoce et/ou de développement et donc c'est quand la majorité des gens, de la population dans une circonscription donnée est capable de pourvoir à ses besoins ordinaires et se nourrir convenablement qu'on peut parler de paix véritablement. Donc, de ce point de vue, les efforts de stabilisation de consolidation de la paix vont prendre la forme d'un projet PBF pour le Kasai central pour l'instant. Nous espérons avoir un tel projet pour le Kasai dans un avenir proche. Cela va se faire selon trois axes prioritaires d'action : d'abord promouvoir la réconciliation et la manifestation de la vérité sur les crimes graves qui ont pu être commis dans le cadre de l'insurrection. Deuxièmement appuyer les institutions de justice pour que la justice soit rendue aux victimes et que la responsabilité des auteurs soit mise en cause. Et enfin troisièmement, c'est la promotion du développement local à travers des activités génératrices de revenus. ■

Au Kasai, des crimes graves qui doivent être sanctionnés pour restaurer une paix durable

Dans un mémorandum rendu public au début du mois d'août, le barreau de Kananga plaide pour une réponse *“rapide, efficace et équitable”* aux crimes commis dans la région du Kasai durant le conflit qui a secoué cette région du centre de la RDC en 2016 et 2017. Ce document fait échos à un autre : le rapport de l'équipe d'experts internationaux sur le Kasai. Cette équipe qui a enquêté pendant un peu moins d'une année dans la région fait savoir dans son rapport avoir été « particulièrement préoccupée par l'ampleur des actes de violences que ses enquêtes ont révélés. » Comme le barreau de Kananga, elle estime qu'il est *“urgent d'engager dès à présent la lutte contre l'impunité en sanctionnant les crimes les plus graves commis”*.

✍ Par Joel Bofengo/MONUSCO



En costume cravate, Robert Petit, enquêteur des Nations Unies sur la piste de l'aéroport de Kananga

Quand il éclate en 2016, le conflit au Kasai ne ressemble guère qu'à un conflit coutumier parmi tant d'autres dans une région où les querelles de chefferie sont fréquentes.

Mais ce conflit va prendre une ampleur et des proportions inattendues. Ce qui était circonscrit

au départ dans le territoire de Dibaya dans la province du Kasai-Central va se propager en l'espace de quelques mois dans quatre provinces. Les civils vont faire les frais d'une violence inouïe de la part des forces de l'ordre et des miliciens qui se réclament d'un chef traditionnel- Kamuina Nsapu- tué en août 2016 après avoir défié les

autorités politiques qui refusaient de reconnaître son autorité coutumière. Pendant tout le conflit- environ une année-, plusieurs milliers de personnes ont perdu la vie. L'ONU dénombre environ 80 fosses communes. Des allégations de massacres, viols, mutilations, enrôlements d'enfants dans les milices sont rapportées.



Michael Sharp



Zaida Catalan

C'est pour faire la lumière sur ce qui apparaît alors de plus en plus à l'opinion comme une vraie tragédie que le Conseil des droits de l'homme décide en juin 2017 la création de l'équipe d'experts internationaux sur la situation au Kasai. Des experts chargés notamment de *"réunir et de conserver des informations, d'établir les faits et les circonstances [...] concernant des violations présumées des droits de l'homme et des violations du droit international humanitaire"* dans la région.

Le rapport de cette équipe remis lors de la 38^{ème} session du Conseil des droits de l'homme en juin 2018 met en cause les forces de l'ordre et les miliciens dans la commission des crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

"L'équipe confirme que les forces de défense et de sécurité, la milice Kamuina Nsapu et les milices Bana Mura ont délibérément tué des civils, dont de nombreux enfants", lit-on dans le rapport des experts.

En plus des cas de meurtres, le rapport met également en lumière d'autres atrocités notamment

des mutilations, des viols et des destructions des villages entiers.

Des exactions dont se sont rendues coupables les forces de l'ordre et les groupes des milices - dont certains comme les *"Bana Mura"* - ont pris une dimension ethnique.

Zaida Catalan et Michael Sharp

Avant l'arrivée de l'équipe d'experts internationaux sur le Kasai dans la région, deux autres experts- du Groupe d'experts de l'ONU sur la République démocratique du Congo- s'y étaient également rendus pour enquêter sur des violations du droit international humanitaire. Ils n'en sont jamais revenus. Le 12 mars 2017, la Suédo-chilienne Zaida Catalan et l'Américain Michael Sharp sont capturés avec leurs accompagnateurs congolais avant d'être exécutés plus tard. Si les autorités congolaises accusent des miliciens d'être auteurs de ce double meurtre, la justice n'a toujours pas identifié leurs meurtriers ni les raisons de leur assassinat. Le 26 juillet 2017, le procès sur ce double meurtre s'est ouvert à Kananga. Plusieurs arrestations des personnes

soupçonnées d'avoir participé à ce meurtre ont été opérées ces derniers mois. Le procès sur le meurtre des deux experts de l'ONU et de leurs accompagnateurs congolais tués en mars 2016 au Kasai-Central a repris le lundi 27 août 2018 devant le tribunal militaire de garnison de Kananga. Il était suspendu depuis le mois d'octobre dernier. Officiellement, l'auditorat militaire voulait mettre la main sur de nouveaux suspects. Lors de l'audience qui reprend, de nouveaux suspects vont passer pour la première fois à la barre. Parmi eux, le chef de village Constantin Tshidime surnommé *"Bula Bula"*. Il est soupçonné d'être le commanditaire du meurtre des experts de l'ONU. Autre suspect qui sera présenté : Vincent Manga. Interpellé en mars dernier à Bunkonde, il est présenté par l'accusation comme *"l'un des acteurs"* de ce meurtre. D'autres suspects, récemment interpellés dans le cadre de cette affaire, seront également déférés devant le tribunal militaire de Kananga. Pour appuyer les enquêtes de la justice congolaise, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a nommé en novembre dernier le procureur canadien Robert Petit pour diriger une équipe d'experts. Le Canadien a déjà effectué deux séjours au Kasai.

"Un très sérieux problème d'impunité"

Le rapport de l'équipe d'experts internationaux sur le Kasai ainsi que le mémorandum du barreau de Kananga pointent la question de l'impunité sur les crimes commis dans cette région du centre de la RDC entre 2016 et 2017.

"Un très sérieux problème d'impunité subsiste au regard de l'ampleur et de la gravité des crimes. Si quelques procédures judiciaires ont été ouvertes et quelques jugements rendus, les efforts déployés sont nettement insuffisants pour apporter une réponse satisfaisante aux victimes, étant donné la nature des crimes", mentionnent notamment les experts dans leur rapport.

Pour sa part, le barreau estime *"qu'il y a urgence d'engager une lutte contre l'impunité par la sanction"*, invitant la justice à s'occuper des chefs militaires et des supérieurs hiérarchiques.

Pour l'avocat, seule une justice impartiale peut permettre à la région de retrouver une paix durable. ■

PROTECTION

La réponse de la MONUSCO aux conflits intercommunautaires

Par Andre Kambala et Laurent Sam Oussou/MONUSCO

Le gouverneur de la province du Kasai-Central a lancé, le 12 avril 2018, un projet de réduction de la violence communautaire (CVR) dénommé, *"Réduction de la violence à travers les règlements coutumiers et la sensibilisation à la non-violence des populations dans le Kasai-Central"*.

Le grand Kasai, et notamment les provinces du Kasai, Kasai Central et Kasai-Oriental, ont été secouées durant 15 mois par un conflit de pouvoir coutumier dans la chefferie de Kamuina Nsapu, en territoire de Dibaya, dans la province du Kasai-Central.

Ce conflit a des conséquences graves sur le plan humanitaire. Et des violations massives des droits de l'homme ont été commises par les belligérants. Ce conflit, qui a opposé d'abord une famille (Kamuina Nsapu) au gouvernement national, a fini par diviser l'ethnie Luba (dont se réclame la chefferie de Kamuina Nsapu) d'une part, et les ethnies Pende et Tshokwe, d'autre part. Cette situation est de plus en plus marquée au niveau de la province du Kasai où, semble-t-il, une opposition farouche entre les communautés serait en gestation.

Par ailleurs, les récents conflits à Kakenge qui ont opposé les tribus Kete et Kuba ont conduit à l'arrestation le 4 février 2018 des chefs coutumiers Kalamba Ndolondo et Nkumu Shakobe. Malgré la séance de réconciliation entre ces deux chefs qui a pu s'y dérouler le 8 mai 2018 en présence du Gouverneur de la province du Kasai, Marc Manyanga Ndambo et de la MONUSCO, la question des conflits intercommunautaires dans cette région reste une préoccupation.

Ce projet CVR a donc pour but principal de fournir un soutien aux initiatives de gestion des conflits communautaires dans le Kasai-Central, et spécifiquement, d'actionner et de structurer la machine institutionnelle et communautaire pour le démantèlement des groupes armés dans la province, en apportant une réponse aux conflits coutumiers.

Il est financé par la MONUSCO, à environ 135 000 USD, pour une durée de 12 mois et il sera coordonné par les sections Affaires civiles et DDRRR de la MONUSCO. La mise en œuvre sera faite par la Commission diocésaine *"Justice et Paix"* sous la supervision du ministère provincial de l'Intérieur, aidé par la Commission Consultative de Règlement des Conflits Coutumiers (CCRCC).

Le projet CVR entend prévenir les conflits coutumiers et consolider la paix à travers la province, un peu plus d'un an après le phénomène Kamuina Nsapu. Il vise près de 500 personnes, dont les chefs coutumiers à travers la province.

Au cours de la cérémonie de lancement, qui a enregistré la participation de plus d'une centaine de personnes, dont 44 chefs coutumiers, le gouverneur du Kasai-Central, Denis Kambayi, a présenté les membres de la Commission Consultative de Règlement des Conflits Coutumiers (CCRCC)

en leur remettant du matériel pour leur fonctionnement. Il a par ailleurs remercié la MONUSCO pour cet accompagnement louable pour le retour de la paix dans la province, gage de son bon développement.

En plus de ce projet, le bureau régional de la section DDRR de la MONUSCO Kananga pour l'exercice 2017-2018 a reçu à partir du mois d'avril 2018 de la part de ses partenaires de la région 65 projets de sensibilisation sur la paix et la coexistence pacifique. Parmi ces projets, 6 ont été financés, 4 en attente de financement et 55 en situation d'analyse et de révision pour le prochain exercice.

En rapport avec les projets de développement, le bureau a réceptionné de la part des organisations nationales et internationales 18 projets pour la région du Kasai dont 2 sont en phase d'exécution.



Une délégation de la MONUSCO en missoin à Kakenge

Pour sa part, avec un budget d'environ 7 600 US\$, la section des Affaires civiles (CAS) de la MONUSCO a entrepris de novembre 2017 à mai 2018 une série de campagnes de sensibilisation pour renforcer les capacités des acteurs locaux sur la protection des civils à Kananga, Bulungu, Tshimbulu, Tshikapa, Luiza, Kamonia et Mbuji-Mayi. Ces acteurs, notamment les autorités politiques et administratives locales, y compris les chefs coutumiers ; les représentants d'organisations de jeunes et de femmes au nombre de 350 dont 30% de femmes, ont appris des méthodes pour favoriser la participation des femmes et la collaboration entre la population locale et les acteurs locaux de protection et renforcer la prise en charge locale des outils et des mécanismes liés à la protection des civils. ■



En chemise blanche, le Ministre provincial de l'Intérieur interrogé par François Kadima

Selon le Ministre de l'Intérieur du Kasai-Central « La famille régnante (...) est la matrice du pouvoir coutumier dans notre pays »

Matthieu Ntolo Mutatayi, Ministre de l'Intérieur du Kasai-Central revient sur la mise en place des comités locaux de règlement des conflits coutumiers enregistrés dans différents groupements et villages. Ces équipes sont constituées, à la suite du lancement le 12 avril dernier du projet sur la « *Réduction des violences communautaires* ». Ce projet est financé par la MONUSCO à hauteur d'environ 135 mille dollars américains.

✎ Propos recueillis par François Kadima/MONUSCO

Après le lancement du projet de réduction de violence communautaire, des missions ont été envoyées dans différents territoires pour la mise en place des comités territoriaux. A quoi correspond cette activité dans ce projet financé par la MONUSCO ?

Nous avons mis en place les comités au niveau de chaque secteur. Nous avons trouvé que pour ressoudre les conflits du pouvoir coutumier, nous avons voulu que ça soit des dossiers qui se règlent entre frères à la base ; qu'il y ait des sages de chaque secteur faisant partie de la commission de résolution des conflits qui puissent siéger, qui puissent parler avec leurs pairs, prodiguer des conseils pour pouvoir résoudre les conflits.

Nous, en tant que ministère avec nos partenaires, nous procédons d'abord par former les chefs de groupements puisque tout chef de groupement, tout

chef du village par vocation est appelé à résoudre les conflits qui éclatent dans son entité. Après avoir formé les chefs de groupements en la matière, nous renvoyons les chefs de groupements par secteur pour pouvoir élire eux-mêmes, démocratiquement, le chef qu'ils trouvent digne et responsable d'assumer ces fonctions-là de résolution des conflits du pouvoir coutumier selon un critère bien fixé. Il faudrait que ce chef soit issu d'un groupement qui ne souffre pas d'un conflit de pouvoir ; quelqu'un qui est sanctionné par un arrêté ministériel ; un chef qui peut être en mesure de lire les événements qui se passent chez lui et de savoir y apporter solution. Disons qui a un certain niveau d'instruction. Et après cela, chaque chef de secteur va investir ce comité avec un acte juridique.

Alors que doit-on attendre de ces comités ? Est-ce qu'ils ont le pouvoir

de gérer ces dossiers localement, ou les solutions doivent être trouvées au niveau du ministère provincial de l'Intérieur que vous gérez ?

Dans un premier temps, la mission des gestionnaires des territoires, des secteurs et des comités, c'est d'établir d'abord la cartographie des conflits de pouvoir coutumier. Qu'il y ait 2 qui réclament ou 3 ou même 5 - puisque vous trouverez des familles où on vous dit le pouvoir dans notre famille se passe par rotation. Les enfants de tel frère à mon père ont déjà dirigé, maintenant c'est nous qui dirigeons... Ce qu'on peut trouver dans un premier temps, nous en traçons la cartographie de tous ces conflits de pouvoir coutumier. Nous savons comment on accède au pouvoir coutumier. On n'est pas nommé par la province, on n'est pas nommé par Kinshasa. Le pouvoir coutumier, c'est à la base. C'est la famille régnante encadrée par le chef de secteur. Ceux sont eux qui mènent l'enquête pour pouvoir désigner celui qui convient pour être chef. S'il y a 5 ou dix, ils seront d'abord départagés par la famille régnante qui est la matrice du pouvoir coutumier dans notre pays.

Le travail est-il différent de celui qui avait été confié à la commission d'arbitrage de conflits coutumiers ici au Kasai-Central par exemple ?

Ce travail est plus intense. C'est pour dire que celui qui a été confié au comité d'arbitrage est même un sous-ensemble puisque-là, c'était un arbitrage. Mais ici, nous avons un comité consultatif comme c'est de nom de résolution. Ici, nous visons la résolution. On n'arbitre pas.

Au niveau national le ministère de la Décentralisation et des Affaires coutumières appuie le fonctionnement effectif du comité consultatif provincial de règlement de conflit. Ces comités ont-ils été constitués dans cette perspectives-là ?

Oui. D'abord ils étaient mis en place selon les normes et les règles démocratiques. Ce sont les chefs eux-mêmes qui ont élu leurs représentants dans cette commission. Ils siègent et ils tiennent compte de toutes les dispositions prises par le ministère national des Affaires coutumières. Ils sont sous notre tutelle et toutes les sous-commissions sont prises en compte et animées par les chefs de groupement et la société civile. ■

« La paix est un grand remède pour la démocratie »

Opinion de l'Honorable Daniel Mbayi B., Député provincial de la circonscription électorale de Kananga. Il revient, dans cette interview, sur la conférence de paix organisée en septembre 2017 sous la présidence de son excellence le Président Joseph Kabila. Propos recueillis par Laurent Sam Oussou

En septembre 2017, le Chef de l'Etat a présidé une conférence, un forum sur la paix dans les Kasai. Selon vous, quelles en étaient les motivations ?

Le Chef de l'Etat a dû convoquer la conférence sur la paix dans l'espace Kasai parce que la paix était rompue dans cet espace à cause du phénomène Kamuina Nsapu. Les raisons sont connues. Le Chef de l'Etat est venu pour cimenter, pour que la paix puisse revenir. Tout ce qu'ils avaient posé comme préoccupations, on a essayé de les rencontrer pour que la paix puisse revenir. C'est comme ça que pendant la conférence de paix les gens ont pu faire des recommandations pour l'avenir.

Les recommandations n'ont pas été inventées. Ce sont les réponses aux préoccupations qui avaient été présentées. C'est-à-dire qu'on devait reconnaître le chef Kamuina Nsapu tout en signant l'arrêté pouvant permettre l'investiture et sa reconnaissance. Et aussi pour les insurgés, on leur avait demandé de déposer leurs armes ou leurs effets de guerre pour que l'Etat puisse s'occuper d'eux. C'est comme ça qu'il y a quelques-uns qui sont aujourd'hui enrôlés au niveau de l'armée et de la police. Bien sûr, ils ont fait la formation pour ceux qui le voulaient. Pour les autres, on leur avait promis de leur donner les moyens pour leur permettre de se prendre en charge. Ce projet-là est en train d'être fait maintenant, donc il sera finalisé. Même le Gouverneur l'a annoncé, les fonds sont arrivés pour le projet une arme contre un vélo ou la remise du cout d'achat d'un vélo. On leur donne ça. Aussi, on devait construire la maison du Chef. Pour lui, c'est en chantier. Parmi les insurgés il y en a qui ont demandé des motos, du boulot... Cela se fait discrètement. Je vous le dis parce que je suis en contact avec le pouvoir. Maintenant aux insurgés, on leur avait demandé de démanteler toutes les barrières et de rentrer en ordre. Mais les brebis galeuses ne manquent jamais.

Pour vous quelles étaient les recommandations les plus importantes ?

La grande recommandation, parce que le dauphin du Chef Kamuina l'avait présenté dans ses revendications, il y avait le problème de la reconnaissance par l'Etat de son investiture. Ça on l'a fait juste après la conférence de paix. Le ministre de l'Intérieur avait signé cet arrêté-là. Ce



Député provincial Daniel Mbayi

dauphin a également demandé qu'on puisse lui construire un centre de santé, une école et un forage d'eau. Le village étant détruit, il a été demandé d'abord de reconstruire la maison du chef en tôles, et ensuite une cérémonie de paix. Le processus est en cours jusque-là. Les grandes étapes sont en train d'être mises en œuvre.

Quelles sont les perspectives d'avenir, selon vous ?

Pour ma part, la paix est un grand remède pour la démocratie. Il y a des jeunes gens qui sont encore « drogués », qui pensent qu'ils vont encore continuer cette aventure-là. On a cité quelques-uns qui se sont insurgés auprès de ceux-là qui seront des meneurs pour la paix. Il y a des radicaux qui veulent continuer l'aventure, mais on essaie de jouer à l'apaisement. On essaie d'envoyer des gens pour leur parler afin qu'ils reviennent à la raison. Tout cela, parce que si on utilise encore la force, ce sera des villages entiers qui vont aller en brousse. C'est ce qu'on ne veut plus. On veut qu'à ceux-là qui résistent, qu'on leur parle pour qu'ils reviennent à la raison. Le projet-là un vélo contre une arme, c'est pour tenter de faire comme le PAREC l'avait fait à l'époque afin qu'on puisse récupérer les armes. Et aussi pour que la paix soit construite pour longtemps. C'est pourquoi les media doivent aussi nous soutenir et envoyer des messages de paix à ceux-là. Tous ceux qui peuvent participer à la reconstruction de la paix sont les bienvenus pour que nous puissions aller aux élections. Il y a des élections en décembre. S'il n'y a pas de paix, comment peut-on organiser les élections ?.

Appui à la justice et à l'administration pénitentiaire

La crise née du phénomène Kamuina Nsapu a eu d'une part, un impact sur l'espace carcéral dans la région du Kasai et, d'autre part, une incidence sur l'appareil judiciaire. Il a été noté une surpopulation carcérale et une difficulté à prendre en charge les cas présentés devant la justice.

✎ Par les Sections pénitentiaire et Appui à la Justice/MONUSCO



Le bâtiment abritant le Parquet général et la Cour d'Appel à Kananga

La prison de Kananga par exemple pour une capacité d'accueil de 300 lits, compte 890 détenus dont environ 255 prévenus, poursuivis pour mouvement insurrectionnel sans être véritablement pris en compte par une juridiction compétente. Par ailleurs, la pénurie d'eau, la vétusté des infrastructures de détention, le manque d'équipements et de formation des personnels dont les effectifs sont jugés insuffisants, le manque de soins adéquats aux détenus ont poussé la MONUSCO à faciliter l'ouverture, le 22 avril 2017, d'une unité pénitentiaire à Kananga et à renforcer celui de Mbuji Mayi.

Audiences foraines

Ainsi en plus de l'unité pénitentiaire, la MONUSCO va ouvrir un bureau d'Appui à la justice qui va faciliter l'organisation d'audiences foraines pour faire progresser la prise en charge juridique des prévenus. Par ailleurs, le 06 juin 2018 la Section d'Appui à la justice de la MONUSCO, en collaboration avec le PNUD et l'Union européenne, a fait don de matériels de bureau à quatre niveaux de juridiction militaire du Kasai Central à savoir : la Cour Militaire, l'Auditorat Militaire Supérieur, le Tribunal Militaire de Garnison et l'Auditorat Militaire de Garnison. Cette assistance entre dans le cadre du projet conjoint d'appui à la justice militaire en RDC, financé par l'Union européenne à hauteur 6 980 dollars américains. Ce qui a fait dire à Mr. Célestin Beya Mukoko, le

Ministre de la Justice du Kasai-Central en remerciant la MONUSCO que *"la justice militaire est un service qui doit être appuyée parce qu'ici au Kasai central nous sommes dans une zone opérationnelle. Nous venons de sortir d'une guerre qui a porté beaucoup de préjudices à la population. Cela permettra à la justice militaire de bien faire son travail"*.

Secours aux détenus

Au niveau de l'espace carcéral, face aux priorités, l'équipe a concentré ses activités sur les urgences notamment : la surpopulation carcérale. Par exemple pour le bien-être des prisonniers, un lot de médicaments a été remis en novembre 2017 ; des séances de sensibilisation des détenus sur le VIH/Sida et la tuberculose, ayant donné lieu à des dépistages périodiques menés par les acteurs de la zone de santé de Kananga ; la réalisation d'une adduction d'eau à la prison centrale de Kananga entièrement financée par la MONUSCO; la formation des détenus à des activités génératrices de revenus, comme la couture et la fabrication de savon, dans le cadre de leur réinsertion en collaboration avec une ONG locale.

Cadre de concertation

Au niveau des gestionnaires de la prison on note la mise en place d'un cadre de concertation entre les autorités provinciales judiciaires et les partenaires ayant permis de relayer avec effets immédiats les plaidoyers sur les cas de détentions irrégulières, illégales et prolongées. Il y a eu également la formation en février et mars 2018 de 41 personnels pénitentiaires, toutes catégories confondues sur la gestion d'une prison. L'équipement de la prison de Kananga en matériels informatique et bureautique sont toutes des actions qui ont permis une meilleure prise en charge des détenus.

A cela s'ajoute la couverture en matière de conseils des autres prisons relevant de la couverture du Bureau régional de MONUSCO. Cela a permis par exemple de réhabiliter l'infirmerie de la prison de Tshikapa, de suivre la situation d'encadrement et de faire le plaidoyer pour l'approvisionnement en vivres des prisons de Mbuji Mayi, de Demba, de Luebo, d'Ilebo, de Kabinda, et de Mweka. Au niveau du greffe, l'unité pénitentiaire a appuyé les greffiers dans la tenue des dossiers individuels avec une dotation en registres de greffe pénitentiaire qui ont permis de mettre en place un système d'enregistrement et d'identification numérique des détenus avec l'appui du PNUD. ■

DROITS DE L'HOMME

Selon Nathalie Kambala, « les femmes peuvent fortement contribuer au progrès et au développement de notre province »

Elle a fait du combat contre les violences sexuelles son crédo. Elle s'appelle Nathalie Kambala Luse, elle est née à Kananga, n'y a pas vécu pendant son enfance mais y est retournée pour ses études universitaires à l'ISP Kananga en Sciences commerciales et Administratives d'où elle est sortie avec une licence. Elle est la Secrétaire Exécutive de l'ONG « Femmes Main dans la Main pour le développement du Kasai » qui axe ses actions sur la défense des droits de l'homme avec un accent particulier sur les droits des femmes.

✎ Propos recueillis par André Kambala/MONUSCO

Si on cherche véritablement une explication à cet engagement, nous la trouverons peut-être dans son nom "LUSE" qui veut dire : la pitié, la compassion. "Je n'aime pas voir les femmes souffrir,

être marginalisées, ou voir leurs droits bafoués. Cette vocation vient aussi de mon éducation familiale. Nous avons grandi dans un environnement où notre père nous a toujours exhortées à faire quelque chose pour l'avancement et le développement de la société dans laquelle nous vivons. Nous avons grandi dans une famille où l'homme et la femme étaient traités de la même façon et ont eu les mêmes privilèges avec l'objectif de devenir tous meilleurs". Nathalie, pour ce qui la concerne, a grandi avec cette vision et cette détermination de pouvoir faire quelque chose dans le domaine des droits des femmes. "Aujourd'hui je trouve inconcevable que dans notre société il y ait encore des femmes qui sont maltraitées, des femmes qui n'arrivent pas à développer leurs potentialités à cause du seul fait qu'elles sont nées femmes. C'est ainsi que je me suis engagée dans cette lutte contre les violences sexuelles pour que les femmes congolaises en générale et celles du Kasai central en particulier recouvrent leur dignité".

Un engagement pour la lutte contre les violences sexuelles ?

Voilà plus de 5 ans que Nathalie s'est investie dans la lutte contre les violences basées sur le Genre et les violences sexuelles. Cet engagement a commencé à se concrétiser avec la création de l'ONG "Femmes Main dans la Main pour le développement du Kasai". Parmi les objectifs de cette ONG il y a l'amélioration du statut des femmes et qui dit l'amélioration de la femme voit aussi la lutte contre les Violences Sexuelles Basées sur le Genre (VSBG). Les VSBG sont des problèmes

culturels, structurels, il faut du temps pour les faire disparaître, du moins les diminuer, soutient-elle. "La création de notre ONG nous a aidées à réaliser plus 100 plaidoyers auprès de toutes les parties prenantes pour que chacun en ce qui le concerne s'implique pour éradiquer ces fléaux. Nous avons fait des dénonciations qui ont abouti à des arrestations des bourreaux. Nous avons accompagné les victimes dans la prise en charge psychosociale, la réinsertion socio-économique et scolaire. Nous avons plaidé pour que les femmes soient représentées valablement dans des instances des prises des décisions".

Le bilan de son action, elle ne le fait pas encore puisque, dit-elle, "chaque jour où j'arrive à dénoncer un cas de VSBG c'est un succès ; chaque jour où je réalise des sensibilisations et fais des plaidoyers en faveur des femmes c'est un succès pour moi. Son espoir est que cesse les violences à l'endroit des femmes et qu'elles puissent occuper une place importante dans la gestion des affaires du pays. "Ainsi donc je me battrais à côté d'autres femmes admirables pour que la parité devienne une réalité, pour les valoriser et pour qu'elles soient parmi les dirigeants de ce pays".

On se fait des ennemis à vouloir coûte que coûte la justice. Comment Nathalie vit-elle en se sachant la cible potentielle de gens qu'elle aurait dénoncés ou dont elle aurait été à l'origine de leur condamnation ? Courageuse, elle réplique : "ce qui compte pour moi c'est les résultats de ce que je suis en train de faire, parce que je me sens obligée d'aider la communauté. Je suis plus concentrée sur les résultats de mes actions, de ma lutte, et ma détermination. Quand je me réalise que mes actions ont porté des résultats tels que des condamnations, je me réjouis et cela me motive d'aller de l'avant. Aussi longtemps que cet engagement donnera de tels résultats, je continuerai la lutte". ■



Nathalie Kambala

PROTECTION DE L'ENFANT

Situation des enfants dans le grand Kasai

Lors de la naissance en avril 2016 du phénomène de la milice Kamuina Nsapu à la suite d'un conflit du pouvoir coutumier des milliers d'enfants ont été recrutés et utilisés dans les différentes factions de cette milice.

✎ Par la Section de Protection de l'Enfant/MONUSCO

Cette propension a été favorisée par le recours plus ou moins systématique à des mercenaires dans les différentes disputes de pouvoir, malheureusement avec parfois des implications ethniques. Il faudrait noter que la milice du feu Chef Kamuina Nsapu, communément appelée *"mouvement Kabukulu"* qui signifie *"la force ancestrale"*, a atteint la province du Kasai par le groupement MBAWU, qui est également un groupement de Bashila Kasanga, comme dans le territoire de Dibaya au Kasai-Central.

Le recrutement des enfants s'est fait, soit de manière contraignante (enlèvement, tuerie des parents qui s'y opposaient), soit par une adhésion volontaire. Parmi les méthodes d'attrait des enfants, l'on note l'utilisation d'artifices tels des promesses d'une meilleure éducation, l'acquisition d'un salaire et de plusieurs biens dont des maisons ainsi que l'endoctrinement à travers des discours enregistrés du genre : *"nous, vos parents, sommes nés et avons grandi sur les nattes, buvant l'eau des ruisseaux, vieillissons et mourons dans les mêmes conditions alors que notre pays est très riche. Si vous ne vous engagez pas maintenant, vous allez subir notre sort et vous serez toujours misérables..."*

Pourquoi l'usage excessif d'enfants ?

Recourir aux enfants, cible facile et réceptive aux endoctrinements, offrait assez de garantie d'avoir une légion de combattants prêts à observer des interdits et rituels en rapport avec les pratiques fétichistes et mystiques telles que s'abstenir des rapports sexuels, ne pas voler les biens d'autrui, *ne causer aucun tort à la population civile* - ce qui ne fut pas le cas en réalité dans la mesure où ces enfants ont été utilisés pour commettre des exactions contre les populations civiles.

Le mobile spirituel de l'utilisation des enfants, et surtout des filles communément appelées *"Ya Mama"*, a prédominé. Les filles *"vierges"* étaient mises en première ligne lors des combats avec les FARDC, en leur faisant croire à une quelconque invincibilité faisant d'elles des chairs à canon.

Certains enfants se sont fait recruter dans le mouvement Kamuina Nsapu par curiosité : faire l'expérience du monde mystique, emboîter le pas à leurs aînés dans le domaine des croyances ancestrales, d'autres pour avoir une occasion de vengeance et aussi pour se protéger après la mort de leurs parents tués par la même milice.

Les chiffres relatifs aux enfants séparés et autres enfants victimes, documentés par la Section Protection de l'Enfant de la MONUSCO, sont révélateurs de l'ampleur de l'implication

des enfants dans les conflits dans les différentes provinces du Kasai. Ces chiffres ne comptabilisent pas les allégations ou les enfants non interviewés. Cependant, la Section a poursuivi la documentation post facto des différends. Ce qui pourrait modifier les statistiques.

Statistiques :

Entre 2016 et juin 2018, 1317 cas de séparation dont 17% de filles et 739 nouveaux recrutements ont été documentés par la Section Protection de l'Enfant de la MONUSCO.

Conséquences des conflits

Les conséquences de ces différents conflits dans l'espace des différentes provinces du Kasai sur les enfants, les familles, la société, et l'Etat sont désastreuses. Plusieurs personnes ont été tuées, des familles séparées, des enfants abandonnés, les villages dévastés, les communautés divisées et des tensions intercommunautaires dans la province du Kasai.

Ces conflits ont entraîné un nombre important de déplacements des populations civiles, poussant certains à l'exil avec leurs enfants et les privant de toute source de revenus et accroissant la malnutrition. Plusieurs enfants ont été séparés de leurs familles au cours des différents déplacements et / ou après l'assassinat de leurs parents. Les destructions massives d'écoles et d'hôpitaux ont privé des milliers d'enfants d'accès à une éducation et aux soins médicaux appropriés.

En plus, l'utilisation des enfants dans les milices et dans la criminalité ont entraîné le non-respect des règles et principes régissant la société et les différentes communautés dans l'espace des Kasai. Les enfants utilisés dans les milices ont, non seulement participé aux *"jeux d'adultes"*, mais ont également contribué à briser des interdits en affrontant des aînés et en leur ôtant la vie ainsi qu'à certains de leurs pairs.

Une autre conséquence, et non des moindres, est la présence dans les communautés de milliers d'orphelins sans aucun repère familial et sans assistance, parfois les poussant dans les rues et les exposant à divers risques dont l'utilisation dans la criminalité, l'atteinte à leur intégrité physique, les arrestations et détentions et le re-recrutement probable dans des activités de milices avec des visées plus ou moins politiques.

Si à ce jour la zone des conflits armés s'est considérablement réduite, la paix demeure encore fragile à la suite de la non prise en charge des ex-miliciens dont des enfants et le risque de nouveaux recrutements dans la milice Kamuina Nsapu qui, de plus en plus, évoquerait des mobiles politiques et électoraux tel le *"retrait de la machine à voter"*.

Recrutement en cours ? où ? Justifications ?

Certaines allégations font état de recrutement d'enfants dans des forêts de la commune de la Ngaza et celles du territoire de Dibaya, Kazumba et Luiza au Kasai-Central par Nsabanga et Beya Tshiombe. Ces deux auteurs seraient recherchés par la justice militaire pour recrutement d'enfants et crimes de guerre. La faction Kamuina Nsapu de Beya Tshiombe recruterait également du côté de Kakenge dans le territoire de Mweka dans la province du Kasai.

Dans le nord-est du territoire de Kamonia, dans la ferme de Kalumba à Kamuesha, Kakumba et Kabelekese dans l'Entre-Kasai Lunyeka, dans le secteur de Bakwa Nyambi ainsi qu'à Luebo, les allégations de recrutement d'enfants sont récurrentes et les auteurs en seraient entre autres, Mbawu Nkanka et son allié Nkole.

Le manque d'une réinsertion sociale efficace, les tracasseries des FARDC arrêtant et détenant des enfants au motif de leur supposée participation à un mouvement insurrectionnel ainsi que la pression militaire assimilant certains groupes ethniques aux miliciens ou sympathisants de la milice Kamuina Nsapu, obligeraient encore des centaines d'enfants anciennement associés à vivre cachés. Ce qui pourrait constituer un des facteurs favorisant le recrutement desdits enfants.

Il faudra toutefois noter que quelques cas de recrutement d'enfants ont pu être vérifiés à Kakumba.

Mettre fin au recrutement

Dans le cadre de la mise en œuvre de son mandat, la MONUSCO section Protection de l'Enfant a fait le monitoring des six violations graves des droits de l'enfant, parmi lesquelles le recrutement et l'utilisation d'enfants commis par les différentes parties au conflit dans l'espace des Kasai. Elle a communiqué des informations visant à faciliter le profilage des auteurs de recrutement d'enfants et à lutter contre l'impunité.

La Section a facilité en outre, les discussions à travers le Groupe de Travail Technique Conjoint (GTTC) sur les enfants et les conflits armés quant à la qualification du conflit et à la question de la reconnaissance de l'implication de milices

dans le conflit afin de permettre la prise en charge des enfants utilisés et faire le plaidoyer pour leur séparation et réinsertion sociale. Le 13 avril 2017, lors du cantonnement des miliciennes Kamuina Nsapu au stade de Kananga, la section Protection de l'Enfant a procédé à la séparation de près d'une centaine d'enfants associés dans les rangs de la milice mentionnée.

Aussi a-t-elle engagé un dialogue avec les parties aux conflits ayant permis l'identification le 14 septembre 2017 de 75 enfants utilisés par la milice Kamuina Nsapu à Nganza. Ces enfants ont été remis aux structures de protection de l'enfant pour une prise en charge psychosociale.

En plus de ces actions, la Section est engagée de manière continue dans des actions de plaidoyer pour la libération de plusieurs enfants capturés et emprisonnés du fait de leur association aux milices et leur intégration dans le processus DDR enfants ; cela en vue d'encourager leurs pairs à quitter la milice.

Aussi la MONUSCO au travers sa section de Protection de l'Enfant, conjointement avec d'autres sections, soutient les efforts de sensibilisation pour encourager la séparation et prévenir le recrutement d'enfants. Elle intensifie la sensibilisation tant avec les communautés locales que les forces de sécurité pour le respect des droits de l'enfant, la prévention contre les crimes graves et la lutte contre l'impunité.

Cependant, pour mettre fin au recrutement d'enfants, la sensibilisation pour un changement de mentalité doit atteindre toutes les couches de la communauté. L'on devrait envisager la prise en charge des enfants sortis de la milice ainsi que leur réinsertion sociale. La cohabitation pacifique entre les forces de sécurité et la population ainsi que le retour à une situation sécuritaire stable contribueraient à éradiquer définitivement ce phénomène.

Le dialogue pour la séparation des enfants des factions de la milice Kamuina Nsapu dans les zones de recrutement actuel reste un défi d'autant plus que cette milice n'a ni un seul leader, ni interlocuteur ayant une volonté vraisemblable de séparation des enfants. ■



Une foule, essentiellement des jeunes venue à la rencontre d'une mission de la MONSUCO à Lusambo



JOURNÉE MONDIALE DE L'AIDE HUMANITAIRE

#SHAREHUMANITY | 19 AOÛT



En ligne

ECHOS de la MONUSCO

<http://monusco.unmissions.org/publications>